

50 ans Traité de l'Elysée

L'état de l'amitié franco-allemande



Chères lectrices, chers lecteurs,

L'HISTOIRE DE LA RÉCONCILIATION FRANCO-ALLEMANDE est unique en Europe. Ces « *meilleurs ennemis* » légendaires, pays voisins et ennemis séculaires qui se sont affrontés par trois fois au cours du siècle dernier, ont fini par se réconcilier et devenir des alliés.

AVEC LE TRAITÉ DE L'ELYSÉE, rebaptisé « traité de l'amitié franco-allemande » et qui fête cette année son cinquantième anniversaire, les deux pays laissent de côté leurs vieilles rancœurs. La date du 22 janvier 1963 marque ainsi l'apogée d'un processus de réconciliation, entamé au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale.

Un demi-siècle après la signature du texte par le Président de la République française, Charles de Gaulle, et Konrad Adenauer, Chancelier allemand, Paris et Berlin restent indispensables à l'Europe – au point que leur rôle dans l'intégration européenne a été souligné lors du discours de remise du prix Nobel de la Paix à l'UE en décembre 2012.

Il est néanmoins nécessaire de jeter un oeil sur l'état actuel des relations franco-allemandes. L'Europe est plongée dans une crise profonde, tant économique qu'institutionnelle, les rapports de force entre ses Etats membres sont bouleversés et le tandem historique Paris-Berlin ne peut sortir indemne de cette remise en question. Aujourd'hui, si l'Allemagne accroît son influence grâce à sa force économique, la France est engluée dans des problèmes de politique intérieure – et est ainsi devenue partenaire junior de l'Allemagne.

DANS LA PREMIÈRE PARTIE de cette édition PDF de The European, nous ouvrons le débat sur la manière dont la France gère son nouveau statut de. Quelles vont être les conséquences de ce nouveau rôle sur le fonctionnement de l'UE et la repartition des pouvoirs?

Dans la seconde partie, nous nous concentrons sur l'Allemagne. La République fédérale se trouve ainsi dans une situation inhabituelle. Son économie solide l'a fait accéder au groupe des super-puissances : elle doit désormais démontrer si elle est ou non à la hauteur de ses nouvelles responsabilités, politiques notamment.

Dans la troisième et dernière partie, nous nous interrogeons sur l'avenir des relations franco-allemandes. Dans un monde marqué par la mondialisation, dans un Europe transformée par la crise, il est peut-être temps pour l'Allemagne et la France de se chercher d'autres alliés.



NOUS VOUS SOUHAITONS UNE EXCELLENTE LECTURE,

CORDIALEMENT,

ALEXANDER GÖRLACH

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION.

ADIEU, COMMUNAUTÉ DE DESTIN

DÉBAT P. 4

Un effort collectif

HENRIK UTERWEDDE P. 6

D'un extrême à l'autre

ISABELLE BOURGEOIS P. 8

Une évidence qui n'est plus

FRANÇOIS BONNET P. 10

Tellement allemande !

ROMY STRASSENBURG P. 12

Vers un patriotisme européen

NOËLLE LENOIR P. 14

Être fort pour deux

WICHARD WOYKE P. 16

Ensemble c'est tout

CLAIRE DEMESMAY P. 18

« Nous devons faire preuve d'une certaine sensibilité »

INTERVIEW AVEC GUIDO WESTERWELLE S. 20

LE VILLAGE EUROPÉEN

DÉBAT P. 46

L'art de la guerre

STEFANO CASERTANO P. 48

Nostalgie d'Europe

LEONID LUKS S. 50

Réinventer les vieux rêves

MAREK PRAWDA P. 52

LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES MISES EN PLEINE LUMIÈRE

GALERIE P. 26

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

DÉBAT P. 32

Des fiers Gaulois aux opiniâtres Germains

PIERRE-YVES LE BORGNI P. 34

Rencontrez-vous !

BÉATRICE ANGRAND P. 36

Une question de communication

DANIELA SCHWARZER P. 38

De Berlin à la « Mannschaft », les 1001 visages de l'Allemagne

SÉBASTIEN VANNIER P. 40

« Je ne crois pas à un éloignement »

INTERVIEW AVEC ULRICH WICKERT P. 42

P. 54 MENTIONS LÉGALES

P. 55 GLOSSAIRE

Les 10 expressions de l'édition
PDF qu'il faut retenir.

ADIEU, COMMUNAUTÉ DE DESTIN

Pour la première fois depuis la Deuxième Guerre mondiale le rapport franco-allemand s'est renversé: la France n'est plus que le partenaire junior, l'Allemagne assume la gestion du tandem. Il en résultent non seulement des conséquences pour les Français devant faire face à ce nouveau rôle – mais aussi l'intégration européenne ne peut pas rester non-affectée par cette redistribution des pouvoirs.

L'amitié franco-allemande vit dans des images d'Épinal : Charles de Gaulle et Konrad Adenauer s'embrassant après la signature du Traité de l'Elysée ; Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, perdus dans une partie d'échecs commune ; François Mitterrand et Helmut Kohl, main dans la main dans le cimetière de Verdun ; Jacques Chirac et Gerhard Schröder, buvant de la bière à Dresde ; Nicolas Sarkozy qui reçoit un ours en peluche d'Angela Merkel pour sa fille tout juste née.

Ce que ces clichés de gestes harmonieux ne montrent pas, c'est que l'histoire des relations franco-allemandes est surtout un rapport de forces. Pouvoir de l'un sur l'autre ou énergie commune au sein de l'Union européenne. L'Union européenne se retrouvant aujourd'hui plongée dans une crise profonde, les forces en présence en sont du même coup bouleversées. Ce changement d'équation est surtout significatif pour la France et l'Allemagne qui, en tant que moteur de l'Europe, ont fait avancer l'intégration européenne dans de nombreux domaines.

L'ALLEMAGNE RÉSISTE À LA CRISE, LA FRANCE PERD PIED

Plutôt hésitante au début, très déterminée depuis 2011, l'Allemagne a finalement endossé le rôle de dirigeant qui lui était proposé entre autres, par les Etats-Unis. Si la France est encore et toujours son partenaire favori, c'est Berlin qui, sous la direction d'Angela Merkel, fixe le cap. La France semble aujourd'hui de moins en moins compétitive à l'échelle internationale. Les raisons en sont multiples : endettement public abyssal, dégradation de sa solvabilité et taux de chômage des jeunes de 23%. Résultat ? L'ancienne grande puissance se retrouve à jouer le rôle du partenaire junior de l'Allemagne.

Un retournement de situation susceptible doit troubler les Français, car lors de la signature du Traité de l'Elysée en 1963, les auspices leurs étaient bien plus favorables. A l'époque, le Général de Gaulle a souhaité mettre en place un mode de coopération intergouvernementale avec l'Allemagne, une décision ne faisant pas encore l'unanimité parmi les autres partenaires européens. La République fédérale qui n'avait pas encore complètement récupéré sa souveraineté après la guerre, restait dépendante d'un partenaire fort. La France

a forcé l'intégration de l'Allemagne dans l'Europe, gardant la main mise sur les règles du jeu. C'en est fini désormais. La crise actuelle remet en question le projet de l'Union européenne dans son ensemble – et le tandem franco-allemand ne peut en rester indemne. Néanmoins, beaucoup plus que l'Allemagne, la France souffre d'un problème fondamental : les deux pays dépendent non seulement l'un de l'autre, mais surtout de Bruxelles.

L'AXE PARIS-BERLIN N'EST PAS ENCORE UNE ÉVIDENCE

Jusqu'à l'irruption de la crise, les autres membres de l'UE ont pu compter sur le fameux compromis franco-allemand : car tout conflit d'intérêt entre l'Allemagne et la France représentait une menace à l'échelle européenne. Mais quand les deux pays réussissaient à se rapprocher, c'est l'Europe entière qui en profitait.

Ce rouage délicat du consensus est tombé en panne lorsque des questions de fonds concernant le fonctionnement économique et politique de l'UE ont été ouvertes. Si l'Allemagne utilise de plus en plus sa nouvelle force pour dominer l'Europe, la France elle recherche la confrontation : sa campagne en faveur de la croissance et de la solidarité heurte la politique d'austérité allemande, et ce, de manière irrécyclable. Le fait que Paris se mette au diapason des pays sud-européens fortement endettés est un signal fort pour les Etats du nord et particulièrement l'Allemagne, qui prônent des mesures d'austérité drastiques. La France a compris que dans une Europe mouvante, il lui faudra évoluer, si elle veut sortir de l'ombre de l'Allemagne. L'axe Paris-Berlin n'est pas encore une évidence. Un coup de cœur ou une « *communauté de destin* » encore moins.

PAR JULIA KORBIK AU NOM DE LA RÉDACTION



Un effort collectif

6 **Un vainqueur et un perdant : cette vision étriquée n'a aucun sens dans la relation franco-allemande. Car de la faiblesse de l'un ne naît pas forcément la force de l'autre.**

PAR HENRIK UTERWEDDE

Se demander qui, dans les décisions européennes, est « gagnant » ou « perdant » n'est pas suffisant. Tout comme savoir qui est « le plus fort » dans la coopération franco-allemande. Ces préjugés ne permettent pas d'appréhender avec pertinence la dynamique d'un partenariat qui repose, depuis ses origines, sur un triple socle : une responsabilité commune dans la cohésion et l'intégration de l'Union européenne ; une relation d'égal à égal, qu'elle soit réelle ou tout au moins ressentie ; enfin, la conscience que ni l'Allemagne, ni la France ne peut prétendre seule à une position de leader en Europe mais que chacun des deux pays dépend de l'autre pour faire avancer l'UE.

Il ne s'agit pas de nier les déséquilibres existant entre les deux partenaires. Même si ce fossé est une réalité depuis 1963. A cette époque, le dynamisme de la croissance (Ouest)- allemande, dopée par ses exportations, posait ses jalons de première économie d'Europe. La France de son côté, était enlisée dans un processus de modernisation, après avoir péniblement redressé ses finances publiques et conduit une réforme monétaire en 1958. Pour autant, en matière de politique étrangère et de sécurité, Paris pouvait prétendre au titre de leader européen, grâce à la bombe atomique, son statut de puissance victorieuse et son siège

**LA FRANCE TENTE
D'APPRENDRE DES
SUCCÈS ALLEMANDS**

permanent au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. Ce sont d'ailleurs ces différents atouts et faiblesses qui ont contribué à un équilibre global de la relation franco-allemande, comme c'est encore le cas aujourd'hui.

Cet équilibre a toujours fait l'objet d'un débat sur la scène politique française, notamment concernant l'économie. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing avaient érigé en objectif politique l'alignement de la France sur la puissance économique allemande. Une comparaison qui a toujours servi d'aiguillon aux réformes nécessaires de l'Hexagone, qu'il s'agisse du redressement de l'économie ou de la modernisation du pays (menées par De Gaulle et Pompidou), de l'orientation vers une politique de stabilité (inaugurée par Mitterrand en 1983) ou du renforcement de la compétitivité (voulue par Sarkozy et désormais Hollande).

Depuis quelques années, la compétitivité allemande sert d'indice de référence à la politique économique française. A tel point que de nombreux rapports d'experts et d'acteurs politiques essaient de tirer des leçons des succès allemands.

**LA FRANCE PÈSE
TOUJOURS BEAUCOUP
DANS LA BALANCE**

Mais ne nous méprenons pas sur les problèmes structurels que rencontre actuellement l'économie française : celle-ci reste la deuxième puissance économique en Europe et dispose dans sa manche d'une série d'atouts, même si les pessimistes ont facilement tendance à les oublier.

Le discours sur la crise qui a lieu actuellement en France rappelle de façon frappante les débats qui se sont déroulés outre-Rhin au début du siècle : l'économie allemande était alors perçue comme embourbée, bornée et incapable de réformes, comme la « *grande malade* » de l'Europe.

C'est l'effort collectif des entreprises et des syndicats ainsi que les réformes menées par Schröder qui ont permis de changer la donne. On a ainsi découvert que les forces et les faiblesses n'étaient pas gravées dans le marbre mais qu'on pouvait les influencer par des décisions politiques. C'est exactement ce qui est au cœur des discussions actuelles en France.

Concernant le poids politique des deux partenaires, l'unification allemande a permis un rééquilibrage entre les deux pays : l'Allemagne réunifiée

est désormais le plus grand pays au cœur de l'Europe, elle a acquis une souveraineté pleine et entière et les droits des Alliés sur l'Allemagne ont expiré. Le tournant de 1989-1990 a certes suscité des craintes côté français, face au voisin allemand, devenu subitement plus puissant. Vingt ans plus tard, on observe néanmoins que la France pèse toujours dans la balance européenne de la politique extérieure et de sécurité et qu'elle reste un partenaire indispensable.

Considérer la France comme partenaire « *junior* », c'est donc passer à côté du problème, même si notre voisin rencontre actuellement de sérieuses difficultés économiques d'ordre structurel. Ce qualificatif est également malvenu : au vu de l'interdépendance franco-allemande et européenne, les faiblesses de l'un ne signifient pas nécessairement les forces de l'autre, mais mettent en péril le voisin.

Il est dans l'intérêt de chacun que le partenaire respectif parvienne à surmonter ses problèmes. Lors d'un conflit entre deux gouvernements sur la meilleure façon de surmonter la crise de la zone euro, les deux pays ne seront en mesure de proposer des solutions susceptibles de réunir la majorité nécessaire que conjointement. Aucun des deux partenaires n'est détenteur de la vérité absolue, concernant les réformes nécessaires en Europe. C'est ce qu'ont clairement prouvé les démêlés depuis le début de la crise : Paris et Berlin ont toujours fini par se tourner l'une vers l'autre et chacun a fait des concessions.

La question du dominant et du dominé ne vaut pas grande chose en temps de paix. Elle n'a pas sa place dans la délicate recherche d'un compromis en Europe, notamment dans le cadre de la coopération franco-allemande.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

HENRIK UTERWEDDE

www.theeuropean.de/henrik-uterwedde

POLITOLOGUE ET PROFESSEUR, IL EST AUSSI VICE-PRÉSIDENT DE L'INSTITUT FRANCO-ALLEMAND (IFA) DE LUDWIGSBURG DEPUIS 1996. IL S'EST BEAUCOUP INTÉRESSÉ À L'ÉTAT, À LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE, AINSI QU'AU RÔLE DES DEUX PAYS EN EUROPE. PARMI SES NOMBREUSES PUBLICATIONS FIGURE LE LIVRE DE RÉFÉRENCE SUR LA FRANCE OUTRE-RHIN, LE « *LÄNDERBERICHT FRANKREICH* », PUBLIÉ CONJOINTEMENT AVEC ADOLF KIMMEL.



D'un extrême à l'autre

Les Français aiment jouer avec les stéréotypes sur les Allemands. Surtout les journalistes et les politiques. Pourtant, qui se soucie encore de savoir si son pays est une superpuissance ou non ?

PAR ISABELLE BOURGEOIS

8

Miroir, mon beau miroir ... dis-moi, qui est le plus Grand d'Europe ? » L'hebdomadaire 'Der Spiegel' (qui veut dire 'Le miroir' en allemand) à la grande époque de son fondateur Rudolph Augstein, le savait bien : la Grande Nation, Napoléon, De Gaulle, Mitterrand... Arrive la crise et Sarkozy. Une page se tourne, la France devient brusquement un partenaire mineur au pays de « Merkozy ». A la Saint-Sylvestre 2011, la chaîne allemande ARD parodie Sarkozy en majordome dans « *Dinner for One* » avec la pique finale « *Même procédure...* » – « *sans Eurobonds* », s'il vous plaît ! Une année a passé. Qui est le plus Grand en « *Merkhollandie* » ?

Même procédure ? Assurément. Les médias ont besoin de clichés, d'images récurrentes, d'une vision simple du monde, car il est ainsi plus aisé de faire de l'audimat et du chiffre d'affaires. Le public lui-même demande une présentation de l'actualité familière et concevable. Plus l'évènement est complexe, plus sa couverture sera schématique et le spectateur ou lecteur restera ainsi en terrain connu. Les pamphlets satiriques et les caricatures peuvent ainsi avoir une fonction de catharsis utile à la couverture médiatique – même si elles perpétuent une vision figée et détournent l'attention de leurs propres faiblesses.

Les stéréotypes ont cela de sublime qu'ils se laissent bien instrumentaliser. C'est jusqu'ici beaucoup moins le cas en Allemagne. Là-bas, on s'amuse d'un Louis de Funès gesticulant, ou se complait dans l'habit de citoyen. En France, c'est différent : on admire « *Das Auto* », Derrick et sa politesse impeccable ou Angela Merkel, la « *femme la plus puissante d'Europe* ». Mais l'Allemagne ? Le mot renvoie à un sentiment mitigé. Dans la population, il évoque d'abord au souvenir commun de l'Occupation et de la Résistance, cultivé par nombre de films, de documentaires et par Louis de Funès – une image dans laquelle Arte a une grande part de responsabilité. De l'autre côté, on reconnaît la qualité et la fiabilité du pays voisin, par l'achat d'une imprimante ou le quotidien d'une entreprise entretenant des relations commerciales en Allemagne. Plus les Français sont jeunes, plus leur position vis-à-vis de l'Allemagne est positive. Rien de plus normal.

Dans les médias et la politique, c'est une autre affaire. Ceux-ci sont extrêmement ambivalents et sont implantés de manière ciblée en France. Si l'on passe sous silence les « relations » franco-allemandes ancrées dans un rituel diplomatique, on obtient des positions qui vont d'un extrême – « exemple à suivre » – à l'autre – « cas pratique

effrayant » –, ce dernier étant décisif pour l'opinion publique. C'est en particulier le cas lorsque le sujet concerne l'Europe.

SE FAIRE UNE RAISON En 1992 par exemple, alors
FACE À L'ALLEMAGNE, que la date du référendum
« ÉLÈVE MODÈLE DE L'UE » sur le Traité de Maastricht
approchait, le lancement effectif de la chaîne franco-allemande Arte a été repoussé de six mois. Hors de question d'ébranler un « *Oui* » déjà faible en montrant sur l'écran des militaires allemands défilant au pas de l'oie. Depuis le « *Non* » au référendum sur la Constitution européenne, tous les gouvernements européens redoutent le rejet en bloc d'un texte, soumis à l'approbation populaire. A fortiori, encore plus si l'initiative du traité à ratifier vient d'Allemagne...

Lorsque la crise a atteint l'espace européen et alors que le « *plus d'Europe* » était de mise dans les discours, le monde politique a accepté que l'Allemagne, jusqu'alors « *bon élève de l'UE* », prenne la fonction de modèle. On a commencé à envier ouvertement l'industrie compétitive de l'Allemagne ainsi que sa mystérieuse classe moyenne et ses finances d'Etats solides. Une image très positive ayant pour fonction de soutenir certaines réformes intérieures, lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy. Au final un excès de bonnes choses. Les sujets européens ou de réforme structurelle ont fini par être écartés de la campagne présidentielle. A leur place, on a renforcé l'illusion que « *le monde entier envie* » le modèle économique et social français, suivant la formule rituelle pompeusement utilisée en public.

L'image négative de l'Allemagne a été réactivée dans le discours politique et dans les médias après la campagne présidentielle française. Pas seulement par opposition à Sarkozy. On a cherché précisément « *ce qui clochait* » dans le pays voisin. Rapidement, grâce au décalage transnational de la pensée de la gauche vers la gauche, c'est le modèle social qui a servi de bouc émissaire : « *réduit en cendres* » par un Chancelier social-démocrate, accusé d'entretenir l'inégalité, la pauvreté et la précarité ! Avec cette image effrayante, on tue dans

l'œuf toute velléité de réforme en France – car ici, au moins, la Terre tourne encore rond.

A quoi bon lancer des réformes structurelles lorsque les caisses de l'Etat sont vides et que la récession menace, alors que l'Allemagne pourrait simplement se montrer « *solidaire* » des moins bons élèves de l'UE et non pas insister à « *faire cavalier seul* » ? Ces préjugés sont soigneusement entretenus par les médias avec un but précis. En effet, ceux-ci sont fermement tenus par les lobbys, qui ont besoin d'une image effrayante de l'Allemagne pour imposer leurs intérêts personnels – qu'il s'agisse de soigner leur image personnelle ou de la protection de leurs propres privilèges.

Grande Nation ? Partenaire mineur ? Ce ne sont plus que des formules journalistiques toutes faites. La France a perdu ses repères, la société est profondément divisée, les gens ont d'autres soucis que de se demander si la France est encore une superpuissance, peu importe ce que l'on entend par là.

Et la coopération avec l'Allemagne ? Elle fait partie de l'identité. Tout à fait évidente, tout comme les tensions qui « *là-haut* » en politique sont régulièrement perceptibles. C'est pourquoi, mon beau miroir, dis-moi : est-ce réellement différent chez les Allemands ?

TRADUIT DE L'ALLEMAND

ISABELLE BOURGEOIS

www.theeuropean.de/isabelle-bourgeois

JOURNALISTE (NÉE EN 1955), ELLE EST CHARGÉE DE RECHERCHES AU CENTRE D'INFORMATION ET DE RECHERCHE SUR L'ALLEMAGNE CONTEMPORAINE (CIRAC) ET RÉDACTRICE EN CHEF DU MAGAZINE « REGARDS SUR L'ÉCONOMIE ALLEMANDE ». DE 1985 À 1988, BOURGEOIS ÉTAIT ATTACHÉE CULTURELLE À L'AMBASSADE DE FRANCE À BONN. DEPUIS 2002, ELLE EST MAÎTRE DE CONFÉRENCE À L'UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE. DANS SES RECHERCHES, ELLE SE LIVRE À L'ANALYSE COMPARÉE DE QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN FRANCE ET EN ALLEMAGNE. EN 1996, ELLE A REÇU LE PRIX FRANCO-ALLEMAND DU JOURNALISME.



La France et l'Allemagne se sont éloignées. Si les anciens alliés et amis sont désormais rivaux, c'est la faute de Jacques Chirac et Lionel Jospin.

PAR FRANÇOIS BONNET

Une évidence qui n'est plus —

Il y a l'usage et il y a la réalité. L'usage veut que l'on affirme comme une évidence la solidité du « couple franco-allemand », évidence qui ne saurait être discutée. La réalité est toute autre et devient inquiétante. Au-delà des désaccords politiques, désaccords dont l'intensité et le rythme ne cessent de grandir, les sociétés de nos deux pays n'ont cessé de s'éloigner depuis quinze ans jusqu'à atteindre un degré d'indifférence probablement jamais connu depuis un demi-siècle.

Cette indifférence est aujourd'hui sur le point de se transformer en méfiance, voire en hostilité. Tous les acteurs du « tandem franco-allemand » jugeront sans doute absurde un tel constat. Ils se trompent, si l'on veut bien considérer que la relation franco-allemande ne peut être l'exclusivité de quelques élites politiques et économiques.

**L'ALLEMAGNE EST
REGARDÉE AVEC
MÉFIANCE**

Or la tendance longue, qui s'est brutalement accélérée depuis la crise de la zone euro et la mise à terre de la Grèce, est bien celle d'un éloignement de nos deux sociétés. Pour une raison évidente : l'Allemagne était notre horizon car l'Europe était notre idéal. Que cette Europe s'enferme dans une furie néolibérale, technocratique et a-démocratique, et l'Allemagne n'est dès lors plus considérée comme un partenaire mais regardée avec méfiance comme un rival.

Nous en sommes là, donc très loin du discours du général de Gaulle tenu, en allemand, devant la jeunesse allemande, le 9 septembre 1962 : « Cette solidarité désormais toute naturelle il nous faut, certes, l'organiser. C'est là la tâche des gouvernements. Mais il nous faut aussi la faire vivre et ce doit être avant tout l'œuvre de la jeunesse (...) Puissiez-vous pour votre part, puissent les jeunes Français pour la leur, faire en sorte que tous les milieux de chez vous et de chez nous se rapprochent toujours davantage, se connaissent mieux, se lient plus étroitement ! »

De Gaulle mais aussi Jean Monnet ont énoncé ce qui, durant trente ans, a structuré en profondeur la relation franco-allemande. Une obligation : la réconciliation. Une ambition : l'Europe. Un idéal : le progrès social et la démocratie. François Mitterrand n'a jamais dit autre chose, accélérant avec Helmut Kohl et Jacques Delors la construction d'une Union européenne gravitant toute entière



autour de l'axe franco-allemand. Cette période qui a mené jusqu'au Traité de Maastricht, en 1992, ne fut pas seulement portée par les élites et nos dirigeants. Elle n'a été possible que parce que nos deux sociétés le voulaient ardemment.

LE RÊVE S'EST ÉVANOUI Retournons-nous par exemple sur les années soixante-dix. Il n'était alors nul besoin de véritablement connaître l'Allemagne pour savoir que ce pays était et devait être notre meilleur allié. L'Allemagne était à nos portes, était avec nous et, ensemble, nous devions faire muer une fois encore le Vieux Continent pour accéder à cet idéal progressiste : une citoyenneté européenne.

La dynamique était alors dans ce chantier commun : les jumelages de municipalités, l'apprentissage des deux langues, les voyages scolaires, les échanges d'étudiants, les grands projets industriels communs, une fascination culturelle réciproque et des gestes politiques qui allaient pouvoir faire oublier le XX^{ème} siècle barbare. L'amitié franco-allemande n'était pas alors un dogme intouchable ; elle n'était pas plus un théorème froid ou une obligation de « *realpolitik* ». Elle était un défi moderne et mobilisateur, le combat qui devait libérer une nouvelle histoire, mettre à bas les conservatismes et sortir les peuples des calculs égoïstes des nations.

Ce rêve s'est évanoui. Les jumelages font figure de vestiges archéologiques. L'enseignement de l'allemand s'est effondré : 15% des élèves aujourd'hui, contre 36% dans les années 1970. Les échanges d'étudiants restent ridiculement faibles : 6.800 étudiants allemands en France, et 5.700 Français en Allemagne. Les traductions en français de livres allemands stagnent depuis une vingtaine d'années : environ 6% du nombre total de traductions. Ainsi en 2011, 669 ouvrages ont été traduits de l'allemand, contre 898 du japonais et 6130 de l'anglais. Un dernier indice ? Depuis 2000, le nombre de travailleurs frontaliers français vivant en Alsace et allant travailler en Allemagne a baissé de 20%.

Les chiffres disent à leur manière le lent désenchantement d'un couple séparé. Il reste certes Berlin, capitale en vogue, visitée l'an dernier par plus de 500.000 Français. Il y a bien sûr ce tourisme de masse qui a attiré douze millions d'Allemands en France en 2011. Mais le charme d'un idéal commun n'est plus. Nos responsables politiques ne peuvent éluder leur responsabilité. Ils ont été les premiers acteurs de cet immense gâchis qui a commencé en France en 1997, lors de la cohabitation entre Jacques Chirac et Lionel Jospin.

Incapables de porter un nouveau projet européen, adeptes des slogans vides plutôt que d'initiatives concrètes, les deux hommes ont laissé en jachère une construction franco-allemande qui exigeait alors que de nouveaux risques soient pris. Il n'en fut rien et l'immobilisme médiocre du deuxième mandat de Jacques Chirac trouva sa traduction dès 2005 avec le rejet par référendum du Traité constitutionnel européen.

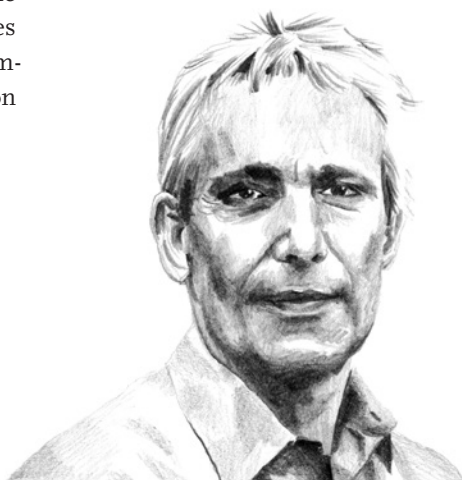
Nous vivons depuis sans horizon. Or comment demander à deux sociétés de construire ensemble sans idéal ni programme ? Les gesticulations du quinquennat Sarkozy, les égoïsmes d'Angela Merkel transformée en une nouvelle Mrs Thatcher n'auront fait que mettre en avant les intérêts de chacun dans une Europe devenue synonyme de crise totale. Au « *Construisons ensemble* » a succédé le « *Sauvons-nous tout seul* ». Tant que ce discours mortifère se poursuivra, la flamme franco-allemande ne sera qu'une veilleuse sur la table de chevet d'un mourant : l'Europe.

**UNE EUROPE DEVENUE
SYNONYME DE CRISE TOTALE**

FRANÇOIS BONNET

www.theeuropean.de/francois-bonnet

LE JOURNALISTE EST DIRECTEUR ÉDITORIAL DE MEDIAPART, UN SITE INDÉPENDANT D'INFORMATION. DEPUIS 1983, BONNET A TRAVAILLÉ DANS PLUSIEURS JOURNAUX (LE MATIN DE PARIS, VSD, LIBÉRATION) AVANT DE REJOINDRE LE MONDE EN 1995. CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN À MOSCOU, IL A ÉTÉ RÉDACTEUR EN CHEF DU SERVICE INTERNATIONALE DE 2001 À 2005. EN 2007, IL A ÉTÉ DIRECTEUR ADJOINT DE LA RÉDACTION DE L'HEBDOMADAIRE MARIANNE. EN 2008, IL EST UN DES FONDATEURS DE MEDIAPART.





Tellement Allemande !

Les relations franco-allemandes vont bien, merci. Lorsque les jeunes Français regardent outre-Rhin, ce n'est plus l'invasion des « Boches » qu'ils voient mais Berlin, la techno et les BMW.

PAR ROMY STRASSENBURG

Berlinoise de l'Est ». Voici ma réponse quand en France, on me demande ma nationalité. L'association « enfance en RDA » et « métropole européenne la plus hype du moment » fait toujours son petit effet. Elle me semble surtout plus juste et exotique que le qualificatif « Allemande ». Probablement par peur de finir comme l'une de mes collaboratrices, une compatriote pointilleuse et stressée. « Elle est tellement Allemande ! », voilà ce que murmurent à son propos mes collègues français.

Retour dans la République, pas la République française, non, la République démocratique allemande. C'est là que j'ai été scolarisée le 1er septembre 1989, au lycée polytechnique, allée des Cosmonautes. Alias les Champs-Élysées du quartier berlinois-plus-RDA-tu-meurs de Marzahn.

Mes parents n'auraient jamais cru que vingt ans plus tard, je vivrais et travaillerais à Paris. Aujourd'hui ils doivent se dire: « A quoi bon ces quatre ans de quête personnelle sur les rives de la Seine ? N'avons-nous pas déjà assez à faire avec notre recherche d'identité allemande ? » Et si l'imbroglio des mentalités allemandes et celui des mentalités franco-allemandes étaient en fait liés ?

Nous autres les derniers pionniers, nous pensons depuis peu sur la question de savoir ce qui caractérise la « troisième génération de l'Est ». Dans les premières années qui ont suivi la chute du mur, nous avons tous eu beaucoup de mal – et nos parents encore davantage – à nous réconcilier avec notre propre passé. Pourtant, dans les cours d'histoire et de politique de l'Allemagne réunifiée, on nous parlait d'une paix bien venue, en citant les noms d'Adenauer, de De Gaulle, de Giscard d'Estaing, de Schmidt et de Mitterrand.

Quoiqu'il en soit, il était difficile de ne pas apercevoir le gros pavé qui s'était tapi dans les eaux du Rhin, quarante ans durant. On a supprimé l'enseignement du russe dans presque toutes les écoles de l'Allemagne de l'Est, et le français est devenu la deuxième langue étrangère étudiée. Les derniers enfants est-allemands ont vite compris que leurs correspondants ne s'appelleraient désormais plus Aljoscha mais Jacques ou Louis, et qu'ils ne partiraient plus en voyage scolaire dans le Caucase mais dans les Vosges.

A cette époque, j'ai parcouru avec mes parents tous les pays européens qui étaient jusqu'alors inaccessibles. Nous nous sommes vite pris d'affection

pour cette palpitante Europe, si grande tout à coup. C'est peut-être la raison pour laquelle j'ai toujours été à l'aise avec l'idée d'intégration européenne, évidente dans mon entourage, où toute forme de nationalisme teutonique était mal vue. Pour la nouvelle-ancienne République fédérale, il m'a fallu plus de temps.

**UNE AVANCÉE
MAIN DANS LA
MAIN BIEN RÉELLE** Et puis, à l'approche du bac, il est arrivé ! Le train franco-allemand, avec sa coopération institutionnalisée à tous les niveaux. En première classe, on y trouvait des offres tous azimuts : des programmes d'échanges, une chaîne de télévision franco-allemande, des cours de langue, des stages...

Tout y était. C'était le meilleur moyen de transport envisageable, surtout sur la voie professionnelle. Après quelques escales, ce train m'a amenée à Paris. D'un point de vue strictement géographique, j'avais quitté le territoire allemand mais l'itinéraire que j'avais emprunté m'a conduite malgré tout à m'intéresser à cette étrange créature dénommée « *identité nationale* ».

En France, j'ai appris à ne plus me préoccuper outre mesure de ces questions de fierté nationale, que ce soit la conviction d'appartenir à une « *Grande Nation* » ou l'invocation de performances artistiques, intellectuelles, voire militaires de ses ancêtres. Aujourd'hui encore, je suis agacée quand je côtoie en Allemagne quelqu'un exhibant un trop grand patriotisme. Et pourtant il m'arrive d'être émue en chantant la Marseillaise lors des fêtes nationales françaises. La prise de la Bastille, le Louvre ou encore l'œuvre de Voltaire font de la France un grand pays. Mais le plus remarquable à mes yeux, c'est la main qu'elle a tendue à l'Allemagne après des années d'hostilités.

L'avancée main dans la main de la France et l'Allemagne est certes réelle mais suscite chez beaucoup l'ennui. La plupart des Français, à l'exception des habitants des régions transfrontalières, se passionne peu pour ses voisins d'outre-Rhin. Pour beaucoup, la coopération franco-allemande est réservée à une élite clairement identifiée. Dans cette conception, l'axe Paris-Berlin est « *seulement* » une réalité politique, un mariage de raison davantage qu'une liaison torride.

Durant la campagne présidentielle, les Français se sont curieusement enflammés pour l'Allemagne, pays que l'on a évoqué indifféremment comme une « *bénédiction* » ou une « *menace* » pour le futur économique de la France. L'Allemagne, un pays qui, mené par une « *Maman* » protestante incorruptible, renvoie finalement la « *Grande Nation* » au rang des derniers de la classe.

Des auteurs satiriques et quelques hommes politiques jusqu'alors aux oubliettes ont alors agité le chiffon rouge du wilhelminisme et de l'invasion allemande. Pour ma tranquillité d'esprit, j'ai envoyé mes apprentis journalistes dans les rues de Paris, dans le cadre d'une enquête sur la perception des Allemands. Ils sont revenus avec des réponses parlant de voitures qui roulent vite, de techno, de Berlin et de 'Good-Bye-Lénine'. Ouf !

Il est possible qu'une certaine indifférence se soit propagée au sein de la population. L'intérêt pour la langue du voisin décroît. Malgré tout, nous autres jeunes Allemands, qui vivons aujourd'hui en France, nous ne sommes pas confrontés à la méfiance ou à l'hostilité des autochtones. Dans le pire des cas, nous sommes de temps en temps la cible de quelques préjugés, de quelques moqueries, « *tellllllement allemand* » bien sûr.

Le voyage effectué ensemble ces cinquante dernières années en a valu la peine, pour les Français, comme pour les Allemands de l'Est – et de l'Ouest. Ils ne se sont pas seulement rapprochés les uns des autres, mais aussi d'eux-mêmes. A la fin de l'histoire, la Berlinoise de l'Est continue son voyage entre Paris et Berlin, à bord du train franco-allemand. Sur son ticket écrit en lettres capitales : « *Europe* ».

TRADUIT DE L'ALLEMAND

ROMY STRASSENBURG

www.theeuropean.de/romy-strassenburg

NÉE À BERLIN, ELLE TRAVAILLE À PARIS DEPUIS 2009 COMME JOURNALISTE INDÉPENDANTE POUR DES MÉDIAS ALLEMANDS ET FRANCO-ALLEMANDS. EN 2008, ELLE A ÉGALEMENT REÇU LE PRIX FRANCO-ALLEMAND DU JOURNALISME, CONJOINTEMENT AVEC SA COLLÈGUE EVA JOHN POUR LEUR PROJET DE BLOG « GÉNÉRATION 80 ».



Vers un patriotisme européen

Réconciliation, coopération et intégration, tels ont été les trois grand axes de la relation franco-allemande depuis la dernière guerre mondiale. Une alliance qui ne devrait pas souffrir de la perte de compétitivité de la France, loin d'être irrémédiable.

PAR NOËLLE LENOIR

14

C'est la réconciliation qui a ouvert la voie aux traités européens. D'un côté, le Chancelier Konrad Adenauer avait décidé de ne pas engager de rupture avec les élites du IIIème Reich, mais de les conserver dans son entourage afin de les intégrer au cadre démocratique de la République Fédérale Allemande. De l'autre, le général de Gaulle continuait d'affirmer que la France n'avait rien à voir avec le gouvernement de Vichy.

Malgré ces postures a priori antagonistes, les deux dirigeants ont fini par se tendre la main et initier un dialogue qui se poursuit aujourd'hui entre Angela Merkel et François Hollande. Ce schéma de réconciliation fondé sur la discussion, la confrontation des idées et petit à petit la reconnaissance de la vérité historique de part et d'autre du Rhin, a été une réussite. Puis il y a eu l'organisation d'une coopération bilatérale, scellée par le Traité de l'Elysée du 22 janvier 1963.

Mais gardons nous d'idéaliser ce texte : il a été signé en défiance vis-à-vis des Etats-Unis, Adenauer étant furieux que les Américains imposent une Allemagne dénucléarisée, et De Gaulle y voyant l'amorce d'une troisième voie entre l'Est et le bloc Atlantique. Pour les juristes purs, ce traité

est vide car il n'a pas de valeur de loi internationale. Il se borne à jeter les bases d'une coopération volontaire en créant des structures de concertation. Son anniversaire n'en mérite pas moins d'être célébré, car il illustre combien le travail de terrain est décisif pour la prise de conscience des intérêts en commun. Et quel plus bel exemple donner aujourd'hui de cette coopération franco-allemande que le condominium EADS ? Beaucoup espèrent que cette association se poursuivra dans le secteur ferroviaire, maritime ou énergétique.

Mais l'Union européenne n'est ni un espace banal de coopération, ni une organisation internationale classique. C'est un ensemble semi-intergouvernemental, semi-fédéral, qui transcende l'opposition stérile entre intérêts nationaux et communautaires. Force est de constater qu'à partir de sensibilités et points de vue différents, voire divergents, l'Allemagne et la France ont conduit l'Europe vers l'intégration politique.

Loin de moi l'intention d'occulter la « politique de la chaise vide » pratiquée par de Gaulle en 1965 ou le rejet du Traité constitutionnel européen en 2005, fondé sur des malentendus et le recours hasardeux à une procédure inadaptée. L'Europe

serait-elle l'ennemie du peuple, comme l'a laissé sous-entendre la campagne xénophobe de l'« *invasion des plombiers polonais* » ?

Ces épisodes ont surtout révélé le manque de volonté des dirigeants français d'expliquer la construction européenne ; de souligner la chance qu'elle nous offre de conserver nos acquis civils et sociaux, en assurant un meilleur contrôle des marchés financiers.

LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE, UN APPRENTISSAGE DE L'ÉQUILIBRE Pour autant, il est indéniable que le décrochage de la France, en termes de productivité et d'exportation, est un problème pour elle mais aussi pour l'Europe, tant les économies

de l'Allemagne et de la France ont vocation à être complémentaires. Par sa culture et eu égard au rôle des syndicats, la France contraste avec l'Allemagne où le principe de cogestion paritaire dans les entreprises de plus de 2 000 salariés s'applique.

Le repli de Paris est un sérieux avertissement. Qu'il oblige le gouvernement français à engager des réformes structurelles à la Gerhard Schröder sur le marché du travail, semble évident. Que le manque de compétitivité de l'Hexagone entame la stabilité du couple franco-allemand en faisant de la France un partenaire « *junior* » est néanmoins peu vraisemblable. Car la construction européenne n'est pas un exercice de musculation. C'est un apprentissage de l'équilibre, basé sur de concessions réciproques. Les Français, tout en étant divisés sur les réformes à mener, en sont de plus en plus conscients.

Ces compromis existent désormais à trois niveaux pertinents. Avec le traité budgétaire promu par la Chancelière allemande, l'équilibre budgétaire est devenu la norme économique européenne. En parallèle, le « *mécanisme européen de stabilité* » (MES) consacre la solidarité qu'exige la

défense de la monnaie unique. D'autre part, le caractère punitif de l'austérité préconisée par Angela Merkel est nuancé par l'insistance de François Hollande à encourager la croissance. La marge de manœuvre est certes faible mais un accord s'est déjà dégagé sur les « *project bonds* » (les obligations de projet), avant que peut-être les fameux « *euro-bonds* » ne mutualisent la dette des États. Enfin, la question est posée de savoir si l'actuelle zone euro sera l'Europe de demain. L'harmonisation des visions allemande et française a déjà permis de consacrer l'Eurogroupe au niveau des chefs d'État et de gouvernement dans le traité budgétaire et de renforcer le rôle de la Banque Centrale Européenne (BCE) au titre de l'union bancaire.

Le moteur franco-allemand n'est donc pas en panne, et il devrait davantage se préoccuper de la cohésion entre les pays de la zone euro et les autres. Reste à l'Europe à se réconcilier avec les citoyens. Comme écrivait le poète allemand Heinrich Heine, être patriote signifie se sentir en empathie et non pas exclure l'autre. C'est une façon d'être citoyen du monde. Tel devrait être le patriotisme européen, l'enjeu le plus important d'une relation franco-allemande toujours aussi indispensable à l'aube du 21^{ème} siècle.

NOËLLE LENOIR

www.theeuropean.de/noelle-lenoir

JURISTE DE FORMATION (NÉE EN 1948), NOËLLE LENOIR EST AVOCATE ASSOCIÉE CHEZ KRAMER LEVIN NAFTALIS ET FRANKEL. ELLE A ÉGALEMENT ÉTÉ MINISTRE DES AFFAIRES EUROPÉENNES ET SECRÉTAIRE GÉNÉRALE À LA COOPÉRATION FRANCO-ALLEMANDE.



Être fort pour deux

L'Allemagne et la France ont déjà traversé ensemble de nombreuses crises. Et maintes fois démontré qu'il mieux vaut être deux que seul. La crise actuelle de l'euro n'y change rien.

PAR WICHARD WOYKE

Le 22 janvier 2013, l'Allemagne et la France célébreront le 50ème anniversaire de la signature du Traité de l'Elysée. Le texte a durablement marqué les relations franco-allemandes et le processus d'intégration européenne. Entre 1870 et 1945, trois guerres particulièrement sanglantes avaient ravagé la France et l'Allemagne, engendrant un profond ressentiment des Français pour leur voisin allemand. Or, cet accord engageait les deux gouvernements à l'amitié et à une coopération régulière. La création de l'Office franco-allemande pour la Jeunesse (OFAJ) a depuis contribué à plus de huit millions d'échanges entre jeunes Français et Allemands.

A l'époque des signataires, le général de Gaulle et Konrad Adenauer, le traité était plutôt ressenti comme une contrainte. La dynamique en est finalement lancée lorsque Valéry Giscard d'Estaing est élu Président en France et Helmut Schmidt Chancelier en Allemagne. La coopération étroite entre la France et l'Allemagne permet alors de nombreux progrès dans le processus d'intégration européenne. En 1975, le Conseil européen est créé. En 1979 émerge le système monétaire européen, alors que se déroulent la même année les premières élections au Parlement européen au suffrage universel direct.

Le couple Mitterrand-Kohl entraîne un approfondissement des relations franco-allemandes qui va aboutir en 1992/93 au Traité de Maastricht. Etape-clé dans le processus d'intégration européenne, Maastricht permet de finaliser l'union monétaire et d'accueillir la monnaie unique, l'euro. Ce furent précisément le président français et le chancelier allemand qui apposèrent formellement leur sceau sur ce traité.

Malgré les dissensions entre Gerhard Schröder et Jacques Chirac sur les négociations du traité de Nice en 2000, les relations franco-allemandes continuent de s'améliorer. Un an plus tard, lors d'un vote au conseil européen auquel il ne peut pas assister, Schröder confie à son homologue français une délégation pour le faire à sa place.

En 2005, le Traité constitutionnel européen est rejeté par référendum en France et aux Pays-Bas, Jacques Chirac devient alors le « *canard boiteux* ». Il faut attendre les élections présidentielles de 2007 pour observer des avancées dans la politique européenne.

La collaboration entre Nicolas Sarkozy nouvellement élu et Angela Merkel, se caractérise elle par une coopération étroite, doublée d'irritations réciproques répétées. Le Président français agace la Chancelière par son hyperactivité, que ce soit en politique intérieure ou extérieure. Autre source de crispation : la moindre importance que Paris

semble désormais accorder aux relations franco-allemandes, bien loin des quarante années de coopération précédentes. Les discussions autour du projet Euromed, les évacuations musclées de camps Roms ainsi que l'accueil du colonel Kadhafi par Sarkozy au début de son mandat témoignent d'une politique méditerranéenne pro-active. Et certaines décisions prises par Berlin – comme le revirement rapide et unilatéral dans sa politique nucléaire après la catastrophe de Fukushima – ont donné lieu à des frictions renouvelées dans les rapports France-Allemagne. Pour finir, les mandats de Merkel et Sarkozy ont finalement offert davantage de points de convergence que de divergences.

L'ALLEMAGNE AU PIED DU MUR Malgré des débuts difficiles, Sarkozy et Merkel ont fini par instaurer une coopération étroite, obtenant des résultats notables durant la crise de la dette européenne. En 2011 et 2012, sans hésitation, le tandem Merkel-Sarkozy prend le leadership du processus décisionnel européen, au point que certains rebaptisent l'axe franco-allemand « *Merkozy* ». Nul doute à ce que la politique de crise de l'Union – à laquelle le Traité de l'Elysée a souvent servi de cadre – ait été soigneusement préparée par Berlin et Paris, tendant vers une intégration intergouvernementale toujours plus poussée et renforçant du même coup la position du Conseil européen.

Deux raisons ont justifié ce leadership de facto du duo « *Merkozy* ». Qu'ils l'admettent ou non, les autres Etats membres étaient (et restent) dans l'expectative vis-à-vis du couple franco-allemand. Paris et Berlin, en raison de leur faculté à obtenir un compromis lors de la mise en place de l'union monétaire par exemple, semblaient prédestinés à ce leadership. En outre, l'Allemagne et la France sont des poids lourds de la zone euro – l'Allemagne représente 27% du PIB de la zone euro, la France 20%. Leur intérêt à trouver une solution est aussi le plus grand.

Coordonner leurs stratégies de croissance dans une perspective durable représente ainsi pour les deux voisins un avantage économique indéniable : cela permettrait d'intensifier leurs échanges commerciaux, de stimuler du même coup leurs partenaires européens et de stabiliser les structures de la zone euro.

La coopération franco-allemande devrait rester un élément structurel du processus d'intégration européenne durant le mandat du successeur de Sarkozy à l'Elysée. Et ce, quand bien même François Hollande semble vouloir faire plier son partenaire allemand à ses attentes personnelles en le mettant au pied du mur.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

WICHARD WOYKE

www.theeuropean.de/wichard-woyke

POLITOLOGUE ET PROFESSEUR D'UNIVERSITÉ ÉMÉRITE, IL A ENSEIGNÉ LES SCIENCES POLITIQUES ET L'HISTOIRE EUROPÉENNE AUX UNIVERSITÉS DE MÜNSTER, BOCHUM, COLOGNE ET SAARBRUCK, AINSI QU'À L'ÉTRANGER, À L'IEP DE LILLE ET AUX UNIVERSITÉS DE CLUJ-NAPOCA (ROUMANIE) ET WASHINGTON (ÉTATS-UNIS). DE 2010 À 2011, IL ÉTAIT PROFESSEUR HONORAIRE DE LA FONDATION HERDER À L'UNIVERSITÉ ANDRASSY DE BUDAPEST. SON DOMAINE DE RECHERCHES DE PRÉDILECTION CONCERNE L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES. SON LIVRE, « LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES DEPUIS LA REUNIFICATION », A ÉTÉ PUBLIÉ EN 2004.



Ensemble c'est tout

De « décrochage » en remue-ménage, le couple franco-allemand n'est pas de tout repos. Pour Paris et Berlin, il est urgent d'abandonner le paradigme de l'équilibre.

PAR CLAIRE DEMESMAY

La crise de la zone euro a ravivé en France la crainte d'une relation franco-allemande déséquilibrée. Une peur plus ou moins latente depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Avec la fin de la Guerre froide, l'Allemagne retrouvait une normalité diplomatique tandis que la France perdait en influence politique et militaire.

Sur les bords de la Seine, les modifications de l'équilibre franco-allemand ont alors été source de frustrations, voire d'irritations. Face aux doutes concernant le rôle de leur pays sur la scène internationale, les dirigeants français se sont agacés à plusieurs reprises de la fermeté de ton de leur voisin d'outre-Rhin. La dispute franco-allemande à propos de la réforme des institutions de l'UE en 2000 a été révélateur de cette situation tendue. Si Paris a refusé que Berlin obtienne plus de voix au Conseil européen, officiellement pour des raisons démographiques, c'est parce que cette réforme aurait conduit à un « décrochage » politique de la France.

C'est précisément ce terme de « *décrochage* » qui est revenu sur le devant de la scène médiatique en janvier 2012, lorsque l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note souveraine de la France. Au-delà de ses conséquences économiques sur la solvabilité du pays, cette décision est apparue comme la confirmation du déséquilibre grandissant du couple franco-allemand. La France quittait pour une période indéfinie le groupe des excellents élèves, dont elle faisait partie depuis 1975, alors que l'Allemagne conservait sa place. Ce camouflet a été d'autant plus douloureusement ressenti qu'en France, que

beaucoup ont jugé que ce « *décrochage* » économique se doublait d'un « *décrochage* » politique.

L'Allemagne confortait ainsi sa supériorité économique initiale mais elle se positionnait surtout en leader politique de l'UE, imprimant sa marque sur la gestion de crise – le premier facteur conditionnant en grande partie le second. Avec ce « *double décrochage* », largement commenté dans la presse, les vieux démons d'un voisin hégémonique ont fait leur réapparition dans une partie de la classe intellectuelle et politique française.

C'est dans ce contexte que le président Hollande a appelé à un rééquilibrage de la relation bilatérale, cherchant à faire davantage entendre la voix de la France dans la gestion de la crise de la zone euro. A cette fin, Paris a cherché à diversifier ses alliances, se tournant en particulier vers l'Italie et l'Espagne, avec qui elle partage un certain nombre de points de vue, et de difficultés économiques.

Sans remettre en question la stratégie de sortie de crise adoptée au niveau européen, ces discussions ont fait bouger certaines lignes politiques dans le sens souhaité par l'Elysée. Cette initiative à court terme, qui vise d'abord à rassurer les Français, ne saurait pourtant remédier au décrochage économique du pays.

A une époque où l'économie est plus que jamais un facteur d'influence, les difficultés de la France compromettent son poids politique, en particulier face à une Allemagne dont la crise a au contraire

**ADAPTER LA COOPÉRATION
À LA NOUVELLE DONNE**

conforté la position. La France ne pourra y remédier qu'au prix de réformes difficiles, dont les fruits écloreont probablement à long terme.

Paris et Berlin sont aujourd'hui contraints d'adapter leur coopération à cette nouvelle donne. Pour cela, ils seraient bien avisés d'abandonner le paradigme de l'équilibre. Celui-ci était certes adapté au contexte de la Guerre froide, dans lequel la stabilité était une fin en soi. Toutefois, dans un monde globalisé, traversé par la crise la plus grave qu'ait jamais connu l'Union, le danger n'est pas le mouvement, mais au contraire l'inertie.

La France et l'Allemagne, parce qu'elles sont les deux membres les plus importants de la zone, qu'elles disposent d'une longue expérience des compromis et qu'elles représentent des traditions économiques très différentes, sont aujourd'hui les seules à même de relancer la dynamique européenne. Non pas comme binôme exclusif, mais en associant ceux de leurs partenaires européens qui le souhaitent. Les désaccords entre Paris et Berlin sont sources d'immobilisme pour la politique européenne. Leurs dirigeants doivent avoir conscience de ce rôle particulier et oser aller de l'avant dans la définition d'un espace économique et budgétaire intégré.

L'ESSENTIEL N'EST PAS DE SAVOIR QUI PORTE LA CULOTTE Si la France et l'Allemagne doivent abandonner le paradigme de l'équilibre, c'est aussi parce qu'il évoque un rapport de forces. Dans une période de crise propice aux raidissements des positions, Français et Allemands ont trop souvent tendance à envisager leur coopération sous l'angle d'une relation vainqueur-perdant.

Plutôt que de chercher à s'imposer face au voisin, ils doivent accepter les concessions mutuelles comme faisant partie intégrante de leur coopération. Ils doivent en outre adopter un mode de pensée dans lequel les intérêts nationaux ne sont pas tout. France comme Allemagne ont plus que jamais besoin d'un partenaire solide et fiable, avec lequel elles entretiennent une relation de confiance. L'essentiel n'est pas de savoir qui, de l'une ou de l'autre, porte la culotte, mais si elles souhaitent toujours poursuivre ensemble l'aventure européenne.

En ce sens, l'avenir de la relation franco-allemande dépend moins de la stabilité interne de chacun que du volontarisme politique de chacun des deux pays.

CLAIRE DEMESMAY

www.theeuropean.de/claire-demesmay

SCIENTIFIQUE DE FORMATION, ELLE DIRIGE LE PROGRAMME FRANCE DE LA DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR AUSWÄRTIGE POLITIK (DGAP) DEPUIS 2009. ELLE ÉTAIT AUPARAVANT CHARGÉE DE RECHERCHES AU COMITÉ DES ÉTUDES DES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES (CERFA) DE L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES (IFRI) À PARIS ET TITULAIRE D'UNE CHAIRE À LA TECHNISCHE UNIVERSITÄT DE DRESDE. DEMESMAY A OBTENU SON DOCTORAT À LA SORBONNE ET À LA TECHNISCHE UNIVERSITÄT (TU) BERLIN. SUJET DE THÈSE : « LE LIBÉRALISME POLITIQUE DEVANT LE FUTUR DES ÉTATS NATIONAUX ».



« Nous devons faire preuve d'une certaine sensibilité »

La puissance allemande implique certaines obligations, explique Guido Westerwelle. Dans un entretien accordé à Sebastian Pfeffer et Alexander Görlach, le ministre allemand des Affaires étrangères se montre très explicite. Si la France reste un partenaire incontournable, elle n'est cependant plus le seul.



The European : Monsieur le Ministre, qu'associez-vous à la France ?

Westerwelle : Je connais la France depuis l'école. Lorsque j'avais 14 ou 15 ans, j'allais camper en Bretagne avec des amis. Je me souviens encore très bien d'une anecdote particulière : nous avions l'habitude d'aller dans une petite épicerie. Avec mes cheveux blonds, mes yeux bleus et mon mauvais français, on voyait à des kilomètres que j'étais Allemand. L'épicière, une dame d'un certain âge, nous a aperçu avant de filer dans l'arrière-boutique. Nous avons ensuite entendu des sanglots. Sa fille s'est alors approchée et nous a expliqué : « *Les garçons, cela n'a rien à voir avec vous. Mais pendant la guerre, les Allemands ont assassiné mon père* ». Bien que les nombreux séjours en France qui ont suivi aient été très agréables, une telle expérience vous marque pour toujours.

Cette expérience personnelle ne reflète-t-elle pas la singularité des relations franco-allemandes ?

Chacun est l'enfant de son époque et reste profondément influencé par sa génération. Lorsque je

suis né, la guerre était terminée depuis seulement 16 ans, et l'unité allemande n'allait être scellée que trois décennies plus tard. J'ai grandi dans une Europe où la paix et la réconciliation n'allaient pas de soi, même si cela semble évident aujourd'hui. J'ai grandi avec l'OFAJ (Office franco-allemand pour la Jeunesse), à travers des amitiés par correspondance ou des voyages scolaires à Avignon. Etant originaire de Rhénanie, j'ai aussi appris que voyager à travers l'Europe pouvait être très éprouvant : des embouteillages interminables aux postes de contrôle, toutes sortes d'ennuis au moment de franchir la frontière, l'échange de devises.

En janvier 2013, on fête le 50^{ème} anniversaire du Traité de l'Elysée, qui a d'abord marqué la réconciliation franco-allemande puis posé les fondements de l'amitié entre les deux voisins. La France est-elle toujours le partenaire le plus important de l'Allemagne ?

L'amitié entre la France et l'Allemagne va au-delà des simples relations de bon voisinage : ses racines profondes sont ancrées dans la société. J'ai relancé

à cette intention le « *triangle de Weimar* » dont la Pologne fait partie. Car notre partenaire oriental joue également un rôle important pour l'Europe.

L'adage « la France et l'Allemagne sont le moteur de l'intégration européenne » est-il toujours d'actualité ?

Oui, cependant la France et l'Allemagne ne sont plus seules à l'échelon européen et doivent composer avec de nombreux partenaires potentiels. Toutefois, tous ne souhaitent pas faire partie de l'équipage. Nous devons désormais progresser rapidement vers plus d'intégration dans de nombreux domaines, en particulier la politique de sécurité et de défense commune. Le continent européen forme aussi une communauté de destin. Chacun est invité à nous rejoindre à tout moment pour ce voyage. Ceux qui ne souhaitent pas nous accompagner sont évidemment libres, mais ne doivent pas nous retarder. Nous devons accepter l'idée que certains prennent les devants, tandis que d'autres préfèrent s'attarder un moment au bord du chemin.

La France et l'Allemagne ont toujours été de fidèles rivales. Dans une Europe à plusieurs vitesses, le Nord en particulier est à la traîne. Dans le contexte actuel de crise, la France partage bon nombre d'intérêts communs avec des pays tels que l'Espagne, le Portugal et l'Italie...

Votre question repose sur l'hypothèse d'une Europe divisée entre Nord et Sud, Ouest et Est. C'est une vision dépassée selon moi. Ce ne sont pas des conceptions et des positions divergentes qui sont l'objet de controverses entre la France et l'Allemagne, mais plutôt les orientations politiques de leurs gouvernements.

Il n'y aurait donc aucune rivalité ?

Il y a beaucoup de points communs, et il existe bien sûr des divergences d'opinions. Ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que les gouvernements doivent marier diverses couleurs politiques. Helmut Kohl a été Chancelier d'une coalition chrétienne-libérale, tandis que François Mitterrand était un Président socialiste. Ils sont pourtant parvenus à un équilibre, qui a permis la réunification allemande puis l'unité européenne. En outre, il existe en Allemagne une force politique qui se rapproche de la conception politique du modèle socialiste hexagonal. Ses élus ont un passeport allemand et siègent au Bundestag. L'un d'entre eux brigue même le poste de Chancelier.

Indépendamment des convictions politiques, les divergences d'opinions entre la France et l'Allemagne ne sont-elles pas liées à des mentalités très différentes ?

Oui, cela joue également un rôle. Néanmoins : les affrontements entre la France et l'Allemagne

relèvent de questions politiques, et non nationales. Les socialistes défendent par exemple d'avantage d'égalité, tandis que les gouvernements conservateurs souhaitent une performance plus équitable. De tels débats ont également lieu au sein de chaque Etat. Les clivages nationaux s'estompent de plus en plus dans ce contexte.

L'Etat-nation et les intérêts nationaux se délitent-ils peu à peu en Europe ?

Non, il est évident que les intérêts nationaux perdurent. Il faudrait être naïf pour affirmer le contraire. Je préfère parler d'une Europe des patries – tout en sachant que cette expression nous ramène à des débats douloureux du passé. La nation n'a pas résisté au contexte souvent hostile de la mondialisation. Ce qui a subsisté à l'inverse, c'est la re-nationalisation, le repli sur soi – sorte de réaction irrationnelle à la complexité et aux incertitudes du monde actuel. Ce phénomène peut prendre plusieurs formes : le protectionnisme, le fondamentalisme, la xénophobie. C'est pourquoi nous devons adresser un message clair à notre jeunesse : si nous voulons conserver notre formidable mode de vie individualiste, en opposition au collectivisme, alors l'Europe doit s'unir. Ce n'est qu'ensemble que nous serons suffisamment forts pour survivre dans un monde en constante transformation.

« PAS DE REPLI SUR SOI »

Il y a 50 ans, le Général de Gaulle a prononcé son fameux discours à Ludwigsburg, adressé à la jeunesse alle-

mande. C'est sur ces mêmes lieux que la chancelière allemande Angela Merkel a cette année déclaré : « Chers jeunes, le futur de l'Europe est entre vos mains ». N'est-ce pas une responsabilité un peu lourde, à en juger par la précarité dans laquelle se trouvent de nombreux jeunes ?

Vous faites allusion au taux de chômage trop élevé des jeunes dans de nombreux Etats européens. Le chômage peut avoir des causes diverses selon les pays mais l'intégration européenne n'en est certainement pas responsable. L'Europe n'est pas un morceau du problème mais une partie de la solution.

Etes-vous certain que le message soit perçu de cette manière ?

Non. Car lorsque quelque chose va de travers, tout le monde rejette la responsabilité sur l'échelon supérieur. En politique, cela fonctionne comme cela partout : de la commune au Land, des Länder à l'Etat fédéral et même des gouvernements nationaux à l'Europe.

Comment faire pour venir à bout de tels mécanismes ?

Avec des candidats européens, par exemple. Imaginez combien cela serait rafraîchissant, si quelqu'un souhaitant briguer le poste de Président de la



Commission européenne, devait se porter candidat dans tous les Etats membres pour présenter ses idées et son programme ! Cela marquerait une étape importante vers une conception véritablement européenne de la politique. Jusqu'à présent, les hommes politiques européens les plus connus sont pour la plupart des figures nationales célèbres.

Plus d'Europe, c'est donc votre réponse aux attitudes de rejet ?

La formule est trop réductrice. Affirmer simplement : « *Nous voulons plus d'Europe* » n'est pas suffisant. Je souhaite non seulement plus d'Europe, mais une meilleure Europe. Par exemple en faire moins dans certains domaines : je trouve inappropriée la volonté de la Commission de contraindre les gouvernements à améliorer les quotas en faveur des femmes dans le secteur privé. L'Europe souffre par ailleurs d'une bureaucratie galopante. Malheureusement, il en va ainsi : A chaque fois que la Commission fait la leçon aux Etats membres, elle engendre une certaine lassitude. On dit souvent, et à juste titre : « *Que Bruxelles s'occupe de ses affaires !* ». Pour une Europe meilleure, il faut réhabiliter le principe de subsidiarité.

La crise porte-t-elle la promesse d'une Europe meilleure ?

« *Les chances de la crise* » telles que décrites par l'homme politique Ralf Dahrendorf, serait de ne pas les manquer ! « *Never miss a good crisis* » a-t-il un jour souligné, non sans ironie. Il y a quelque chose de vrai là-dedans. Nous devons tirer parti de l'urgence de la situation pour révéler les pépites de la politique.

Le marathon des sommets européens est essentiellement l'affaire des chefs de gouvernements, des décisions doivent être prises rapidement. Souhaitez-vous relancer la diplomatie classique, et dans une certaine mesure, en faire une méthode corrective à long terme ?

S'il est nécessaire de négocier rapidement lorsqu'il s'agit de stabiliser l'euro ou tranquilliser les marchés, il nous faut aussi penser au futur. La véritable confiance se gagnera sur la durée, si nous parvenons à prouver notre détermination. Avoir une perspective à long terme pour l'Europe fait aussi partie de la solution à la crise.

Vous ne pourrez continuer votre travail en tant que Ministre des Affaires étrangères, qu'à la condition que la coalition Union – Parti libéral démocrate (FDP) reste au pouvoir après les élections de 2013. Avez-vous de l'espoir à ce sujet ?

Je reste convaincu que ce gouvernement saura manœuvrer dans l'océan tumultueux de la crise de la dette et mènera l'Allemagne et l'Europe à bon port. Et je crois que nous obtiendrons l'approbation des urnes. Pour autant, je trouve dommageable que la campagne électorale ait déjà commencé. Cela mène à une paralysie générale que nous ne pouvons certainement pas nous permettre, alors que l'Europe et le monde font face à de sérieux problèmes. Je mets expressément en garde la classe politique contre cette tentation. Faire débiter la campagne l'été prochain serait amplement suffisant.

Cette année, le FDP n'a pas suivi le courant eurosceptique général. La tentation n'était-elle pas grande, compte tenu du fait que les Allemands sont réputés méfiants à l'égard de Bruxelles ?

Ce n'est pas à moi qu'il faut le demander. J'ai clairement exposé mes projets concernant l'Europe aux membres de mon parti. Pour moi, le FDP se distingue par trois traits caractéristiques : sa force d'engagement, son ouverture au monde et sa tolérance. Si mon parti adopte une ligne politique européenne – ce qu'il fera – et s'il aborde le thème de la performance équitable – ce qu'il fera aussi –, alors il sera récompensé d'un bon score aux élections.

L'Europe sera-t-elle un enjeu électoral important ?

L'Europe est une question de destins communs avant d'être un enjeu électoral.

Il arrive que le ton monte entre les ministres européens. Lorsque vous rencontrez votre homologue socialiste français Laurent Fabius, qu'éprouvez-vous, en tant que libéral et en tant qu'Allemand ?

Mes relations avec Laurent Fabius sont très bonnes, tout aussi bonnes que celles que j'ai entretenues avec ses prédécesseurs. Cela est notamment dû au fait que nous ne représentons pas des partis, mais nos pays respectifs. Si nous voyageons beaucoup, nous savons que nous devons et que nous pourrions toujours nous retrouver – c'est que qui fait l'Europe d'ailleurs. Et c'est notamment parce que l'Allemagne est si puissante en ce moment que nous devons faire preuve d'une certaine sensibilité en matière de représentation à l'étranger. Les plus forts doivent agir de manière particulièrement responsable, car leurs actions peuvent avoir d'importantes conséquences. Quelques déclarations de politique intérieure nous ont causé beaucoup de tort en Europe.

A quelles déclarations pensez-vous en particulier ?

Le ministre d'un Land a déclaré qu'il fallait faire un exemple avec la Grèce. Ces paroles sont malheureuses, surtout prononcées par un Allemand car elles pourraient être mal interprétées par nos voisins. Et je pèse mes mots.

Que proposez-vous ?

Nous devons agir avec la plus grande circonspection. La phase que nous traversons actuellement est capitale pour trois raisons. D'abord, qu'en est-il de l'image de l'Europe dans le monde ? Souhaitons-nous rester une force de décision, un continent dynamique ou stagner dans des eaux dormantes ? Ensuite, c'est aujourd'hui que les gens se forment une opinion sur l'Europe et l'Union européenne, opinion qui aura des effets à long terme. Enfin, l'image de l'Allemagne en Europe et dans le monde sera prise pour de nombreuses années à venir.

Trouvez-vous que cette empreinte ait été satisfaisante jusqu'à présent, ou avez-vous l'impression que cela aurait pu mieux fonctionner ces dernières années ?

Jusqu'à présent, tout se déroule bien dans l'ensemble. En réalité, la plupart des Européens savent parfaitement que l'Allemagne n'est pas responsable de leurs propres problèmes. On constate en effet que l'Allemagne est très engagée, bien qu'elle estime que la solidarité ne doit pas être à sens unique. Durant les trois dernières années de la crise, l'Allemagne a suivi deux axes fondamentaux : il ne peut y avoir de performance s'il n'y a pas de volonté de contrepartie. Et les opportunités offertes par la crise doivent être saisies afin de pallier les négligences du passé.

Si on fait un retour en arrière dans les relations franco-allemandes jusqu'en 1945, on trouve des iconographies, des photos-souvenirs qui illustrent ces relations. Helmut Kohl et François Mitterrand sur les champs de bataille à Verdun évidemment, mais aussi les poses familières d'Angela Merkel et de Nicolas Sarkozy...

... il y a une image que vous n'avez pas évoquée, une image profondément européenne : la génuflexion de Willy Brandt en présence de Walter Scheel à Varsovie. Nous devrions également garder cela à l'esprit. Car ce n'est que depuis la réunification allemande et l'élargissement à l'Est que l'Union européenne existe. Jusqu'alors, il n'y avait qu'une communauté de l'Europe de l'Ouest. Tout en soulignant l'importance des relations franco-allemande, je crois que nous serions bien inspirés de diriger aussi notre attention vers l'Est, et ce bien plus que nous ne l'avons fait par le passé. Parfois, j'ai l'impression que nous sommes mieux informés des événements qui ont lieu dans les pays de la Méditerranée que sur ce qui se passe chez nos voisins à l'Est. Pensez à l'injustice en Biélorussie. Ce n'est même pas à une heure et demie de vol de Berlin. Pour élargir notre horizon, il faut aussi élargir notre vision.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

GUIDO WESTERWELLE

www.theeuropean.de/guido-westerwelle

POLITICIEN ET MEMBRE DU FDP, IL EST SURTOUT LE NOUVEAU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ALLEMAND DEPUIS OCTOBRE 2009. WESTERWELLE, NÉ EN 1961 À BAD HONNEF, A PASSÉ SA THÈSE À BONN POUR DEVENIR JURISTE. EN 1980, IL ADHÈRE AU FDP. DE 1983 À 1988, WESTERWELLE DEVIENT LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DES JEUNES LIBÉRAUX. ENTRE 1994 ET 2001, IL EST SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FDP AVANT DE DEVENIR PRÉSIDENT-GÉNÉRAL DU FDP DE 2001 À 2011. DEPUIS 1996, IL SIÈGE AU BUNDESTAG.



Les relations franco-allemandes mises en pleine lumière



Charles de Gaulle avec Ludwig Erhard



Georges Pompidou avec Willy Brandt

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l'opposition séculaire de la France et de l'Allemagne soit éliminée. L'action entreprise doit toucher au premier chef la France et l'Allemagne. »

Robert Schuman, le 9 mai 1950.

2 JUILLET 1948 Fondation de l'Institut franco-allemand à Ludwigsburg.

9 MAI 1950 Robert Schuman, Ministre français des Affaires étrangères, propose à la RFA la création d'une autorité supranationale chargée d'administrer la production de charbon et d'acier des deux pays. Le traité instaurant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) est signé en 1951.

1 JANVIER 1957 Réintégration de la région Sarre dans la RDA d'après les termes du traité franco-allemand sur le règlement de la question sarroise, signé à Luxembourg en 1956.

25 MARS 1957 Signature des Traités de Rome instaurant la Communauté économique européenne (CEE) et l'Euratom.

14 – 15 SEPTEMBRE 1958 Tête-à-tête entre Charles de Gaulle et Konrad Adenauer à Colombey-les-deux-Eglises. Une deuxième entrevue aura lieu le 26 novembre 1958 à Bad Kreuznach.

29 – 30 JULI 1960 Rencontre d'Adenauer et du Général de Gaulle à Rambouillet. Discussion sur le concept d'Union européenne, sous forme d'une coopération politique plus étroite.



Helmut Schmidt avec Valéry Giscard d'Estaing

« Notre amitié et notre solidarité avec la France est et demeure un des piliers essentiels de la politique allemande. Elle repose sur une mesure particulièrement élevée de coïncidence de nos intérêts politiques et économiques essentiels, mais surtout, elle se fonde aussi sur notre conviction partagée de l'importance de la dignité et de la liberté des hommes. »

Konrad Adenauer lors d'une allocution prononcée à son arrivée à l'aéroport d'Orly le 2 juillet 1962, inaugurant une visite d'Etat d'une semaine en France.

8 JULI 1962 Participation d'Adenauer et de De Gaulle à une messe célébrée dans la cathédrale de Reims, symbolisant la réconciliation franco-allemande.

22 JANVIER 1963 Signature du Traité de l'Élysée à Paris.

4 – 5 JUILLET 1963 Signature de l'accord portant création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ).

10 FEVRIER 1972 Signature à Paris de la convention concernant l'établissement de lycées franco-allemands et portant création du baccalauréat franco-allemand

22 SEPTEMBRE 1984 A Verdun, François Mitterrand et Helmut Kohl main dans la main, rendent hommage aux soldats français et allemands tués durant les deux guerres mondiales.

2 OCTOBRE 1989 Fondation de la brigade franco-allemande (BFA).



François Mitterrand avec Helmut Kohl

« La guerre a laissé à nos peuples ruine, peine et deuil. La France et la République fédérale d'Allemagne ont tiré la leçon de l'Histoire. L'Europe est notre foyer de civilisation commun et nous sommes les héritiers d'une grande tradition européenne. C'est pourquoi Français, Allemands, nous avons choisi il y a près de quarante ans de renoncer au combat fratricide et de nous atteler à la construction en commun de l'avenir. Nous nous sommes réconciliés. Nous nous sommes entendus. Nous sommes devenus des amis. L'unification de l'Europe est notre objectif commun, auquel nous oeuvrons dans l'esprit de la fraternité. »

Déclaration commune de François Mitterrand et Helmut Kohl
au cimetière de Verdun.



Gerhard Schröder avec Jacques Chirac

« Depuis 40 ans, le contexte de la coopération franco-allemande a profondément évolué. La fin de la guerre froide et l'unification allemande ont marqué le début de la réunification de l'Europe. La conjonction de l'élargissement de l'Union européenne et de l'adoption d'une Constitution commune place nos deux pays devant des défis considérables. Dans le contexte de la mondialisation, l'acquis de 40 ans de coopération augure bien de notre capacité à assumer les tâches de la nouvelle Europe. Aussi sommes-nous déterminés à engager une nouvelle étape dans la coopération entre nos deux pays. »

Déclaration commune de Jacques Chirac et de Gerhard Schröder à l'occasion du 40ème anniversaire du Traité de l'Elysée en 2003 devant le Bundestag.

17 – 18 SEPTEMBRE 1990 Sommet franco-allemand à Munich. Le Président de la République annonce le retrait des troupes françaises stationnées en Allemagne.

15 MARS 1991 Entrée en vigueur du Traité 2 + 4 mettant fin au statut quadripartite de Berlin et aux responsabilités alliées pour l'Allemagne dans son ensemble.

29 AOÛT 1991 Premier congrès des ministres des Affaires étrangères allemand, français et polonais à Weimar (« Triangle de Weimar »).

7 FEBRUAR 1992 Signature du Traité de Maastricht.

30 MAI 1992 La chaîne culturelle franco-allemande ARTE prend l'antenne.

9 DECEMBRE 1992 Fondation du centre franco-allemand Marc Bloch en sciences sociales à Berlin.

14 JUILLET 1994 200 soldats allemands de l'Eurocorps défilent pour la première fois sur les Champs-Élysées lors de la fête nationale française.

23 DECEMBRE 1996 Arrivée des premiers soldats de la Brigade franco-allemande en Bosnie-Herzégovine, déployés dans le cadre de la force de la stabilisation de la paix.

21 FEVRIER 1998 Premier sommet des Présidents de la France, de la Pologne et du Chancelier allemand à Posen (« Triangle de Weimar »).

20 NOVEMBRE – 1 DECEMBRE 1998 72ème Consultations fran-

co-allemandes de Potsdam. Adoption d'une déclaration finale relative au « rôle moteur » de la relation franco-allemande dans la politique européenne et à la « relance » des relations bilatérales.

5 MAI 2000 Fondation de l'Université franco-allemande (UFA) à Sarrebruck.

22 JANVIER 2003 Le 80ème sommet franco-allemand a lieu à Paris. Cérémonie de commémoration du 40ème anniversaire du Traité de l'Elysée. Déclaration sur « l'amitié franco-allemande au service d'une responsabilité commune pour l'Europe ». Les sommets franco-allemands seront désormais remplacés par des Conseils des ministres communs.



Angela Merkel avec Jacques Chirac



Nicolas Sarkozy avec Angela Merkel

« L'Allemagne et la France ne doivent pas utiliser cette fonction de moteur pour brusquer d'autres. »

Angela Merkel dans une interview avec le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* sur le rôle du tandem franco-allemand en Europe, en juin 2005.

10 JUIN 2003 Nomination du premier Chargé de coopération franco-allemande à l'occasion d'une rencontre informelle entre Jacques Chirac et Gerhard Schröder à Berlin.

18 SEPTEMBRE 2003 Le 81ème sommet franco-allemand à Berlin se tient pour la première fois sous forme d'un Conseil des ministres. Adoption d'une initiative de croissance commune pour l'Europe

17 OCTOBRE 2003 Schröder se laisse représenter par Chirac lors d'un Conseil européen à Bruxelles.

27 – 28 OCTOBRE 2003 Première rencontre à Poitiers de représentants de 22 régions françaises et de 16 Länder allemands, afin d'approfondir la coopération franco-allemande.

22 JANVIER 2004 Première journée franco-allemande, à l'occasion du 41ème anniversaire du Traité de l'Élysée. Festivités à Berlin. Déclaration commune de Schröder et Chirac.

24 JANVIER 2006 Remise du prix Adenauer-De-Gaulle à Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt.

10 JUILLET 2006 Présentation du livre d'histoire franco-allemand à Sarrebruck.

19 SEPTEMBRE – 3 OCTOBRE 2007 Les villes de Paris et Berlin fêtent leurs 20 ans de jumelage.

8 JUILLET 2012 Dans la cathédrale de Reims, François Hollande et Angela Merkel rendent hommage à la réconciliation franco-allemande.

22 SEPTEMBRE 2012 Ouverture de l'année franco-allemande par Merkel et Hollande.



Angela Merkel avec François Hollande

« Charles de Gaulle et Konrad Adenauer l'ont fait, parce qu'ils pouvaient se souvenir de la guerre. Helmut et moi l'avons fait également. Helmut Kohl et François Mitterrand aussi. Ensuite, cela s'est arrêté. La société de consommation de l'après-guerre s'en moquait. Elle ne s'est pas intéressée à cela. Il nous faut revenir à une idée de fond simple : l'intégration européenne, la fusion de l'Europe doit avoir lieu au sein de la zone Euro. La force décisive pour le faire, c'est la France et l'Allemagne. Tout ceci est faisable, rien ne dépasse les capacités humaines. »

Valéry Giscard d'Estaing dans une interview commune avec Helmut Schmidt, parue dans l'hebdomadaire Spiegel.

LE REVERS DE LA MÉDAILLE

L'Allemagne a accepté son rôle comme dirigeant européen, l'Europe devient de plus en plus allemande. Les rapports de force au sein du tandem se sont décalés en faveur de l'Allemagne. Mais la perte de force de l'un est-elle vraiment le gain de force de l'autre?

Dans la théorie des jeux, un jeu à somme nulle est celui où la totalité des gains de tous les joueurs est égale à zéro. On dit qu'il y a « *somme nulle* » lorsqu'aucun des deux adversaires ne gagne. Appliqué à la 'realpolitik', le jeu à somme nulle signifie que si l'un gagne du pouvoir, l'autre doit forcément en céder.

Vue sous cet angle, l'année 2012 a été un succès pour l'Allemagne, spécialement pour la Chancelière Angela Merkel. La France, partenaire européen le plus important de l'Allemagne, n'avance pas d'une semelle dans ses réformes économiques et sociales ; la Grèce a encore besoin d'une aide qui se chiffre en milliards ; l'Espagne et Chypre n'arrivent pas à se sortir seules du pétrin.

LA FORCE ÉCONOMIQUE DONNE DE L'ASSURANCE

Malgré l'angoisse, l'année passée – dans laquelle les sommets 'de crise' ou les rencontres de la 'dernière chance' se sont enchaînés – a renforcé la position de l'Allemagne. Parce que les autres font défaillance, rien ne bouge en Europe sans Berlin. Le partenariat franco-allemand en est la meilleure preuve. Y a-t-il jamais eu d'unanimité entre Paris et Berlin en 2012 ? L'UE a-t-elle besoin des eurobonds ? La croissance constitue-t-elle la solution à la crise ? Les pays de la zone Euro doivent-ils épargner plus ? Pour chaque compromis arraché, comme celui concernant l'union bancaire, il a fallu se battre d'une façon tenace : au final, l'Allemagne a réussi à imposer ses exigences, tout au moins à imposer son interprétation des choses.

Tout cela signifie-t-il vraiment une victoire de l'Allemagne ? Contrairement à la France, l'économie allemande se révèle résistante à la crise, la croissance semble stable, la solvabilité du pays est assurée. Les dures réformes, entreprises au début du nouveau millénaire par Gerhard Schröder au

fil de son Agenda 2010, ont porté leurs fruits. Des mesures que certains gouvernements européens considèrent aujourd'hui comme exemplaire. La force économique a redonné de l'assurance à l'Allemagne – surtout dans le domaine politique.

TRAVERSER LA CRISE EN VTT

La France de son côté refuse depuis des années de mener les réformes intérieures dont elle a besoin. Depuis 1980, le pays n'a pas été en mesure de présenter des comptes publics équilibrés et sa compétitivité est en chute libre. Si la puissance politique est assimilée à la puissance économique, on peut dire que l'Allemagne traverse la crise en VTT. Le tandem est en panne et doit rester au garage.

Mais la puissance politique ou économique n'est qu'un seul côté de la médaille. Pour Helmut Kohl, l'unification de l'Allemagne était comme les deux faces d'une même pièce : pas d'union allemande, sans Union européenne. La puissance allemande d'aujourd'hui n'est finalement que le revers de la médaille de l'intégration européenne. Les petits jeux de pouvoir, et surtout le jeu à somme nulle, ne mènent nulle part. Comme le démontre la théorie des jeux avec la parabole de la chasse au cerf développée par Jean-Jacques Rousseau dans son « Discours sur l'origine de l'inégalité parmi les Hommes » : celui qui chasse tout seul ne peut abattre qu'un lièvre. À deux par contre, on réussit à tuer un cerf.

PAR JULIA KORBİK AU NOM DE LA RÉDACTION



Des fiers Gaulois aux opiniâtres Germaines

**La relation franco-allemande est le laboratoire d'une
intégration européenne réussie. Un échange de bons procédés
qui doit absolument être approfondi.**

PAR PIERRE-YVES LE BORGNE

Avec l'avènement des Etats-nations, la France et l'Allemagne ont construit leur mythologie nationale en contrepoint de l'histoire de l'autre. Les fiers Gaulois se sont opposés aux opiniâtres Germaines et de siècles en siècles, les penseurs de nos identités nationales se sont attachés à créer une inimitié qui, au regard de l'histoire européenne, n'est certainement pas fondée. L'embrigadement des esprits pendant plusieurs décennies contre « *l'ennemi de l'outre-Rhin* » a eu des conséquences dramatiques : au cours de trois guerres sanglantes, l'Allemagne et la France ont perdu des millions de fils et de filles et précipité le monde dans la tourmente.

L'Histoire prend cependant parfois des tournants heureux. C'est ainsi en réaction à cette idée préconçue d'un ennemi héréditaire outre-Rhin que la classe dirigeante qui a succédé à la Seconde Guerre mondiale a décidé de poser les jalons durables d'une réconciliation franco-allemande. Une amitié scellée au Palais de l'Elysée le 22 janvier 1963 et qui célèbre aujourd'hui ses 50 ans.

Que de chemin parcouru depuis lors ! La création de l'Office franco-allemande de la Jeunesse (OFAJ) et la mobilité de millions de jeunes gens dans le pays partenaire, la mise en place de jumelages entre villes, régions et départements, l'instauration d'une convergence en termes de politiques

publiques, de décisions politiques, de relations diplomatiques vers l'extérieur ou encore des symboles forts, comme cette poignée de main de François Mitterrand et Helmut Kohl à Douaumont sont autant d'éléments qui ont jalonné le rapprochement fulgurant de la France et de l'Allemagne.

Que de chemin parcouru donc pour un résultat indéniablement positif. Nos sociétés sont aujourd'hui extrêmement interconnectées et interdépendantes, des centaines de milliers de nos ressortissants vivent dans le pays partenaire, le pôle franco-allemand joue un rôle décisif dans la poursuite de l'intégration européenne. L'amitié et au-delà, la relation franco-allemande, est devenu un élément structurant de nos deux pays mais également plus largement de l'histoire communautaire.

**LES REGARDS SE
TOURNENT VERS
LE CAPITAIN**

Comme souvent dans la tempête, c'est vers le capitaine que tous les regards se tournent. En l'occurrence, la crise de la dette européenne, qui est d'abord une crise de confiance des marchés, a cruellement mis en lumière une nouveauté dans la conduite de l'Union européenne. La direction semble avoir été endossée à titre exclusif par l'Allemagne, là où il devrait être mené conjointement par les signataires du Traité de l'Elysée. Ce changement survient suite à d'importantes modifications, en termes de politique intérieure et économique. La stratégie de contraction salariale et d'orientation de l'économie allemande a produit de très importants excédents commerciaux, la baisse des coûts salariaux ayant forcé ce mouvement. La France et les autres pays de la zone euro ont quant à eux continué à creuser leurs déficits, en favorisant plutôt une valorisation des coûts salariaux, souvent de manière excessive. Résultat : l'Allemagne se retrouve aujourd'hui en position de domination économique en Europe

Le renforcement de sa puissance pose inéluctablement la question de savoir si Berlin doit se maintenir ou non dans un axe franco-allemand étroit. Être un leader incontesté suppose cependant que l'on s'expose aux critiques et même l'Allemagne moderne, qui a effectué un travail de mémoire conséquent, doit faire attention à ne pas se soumettre à des critiques faciles.

Elle ne doit pas donc s'enfermer dans l'illusion qu'elle ne doit rien à personne et qu'elle peut diriger seule, sans prendre note de l'avis de ces voisins. L'inflexibilité de la Chancelière dans le débat budgétaire européen témoigne malheureusement d'une petitesse de vue, davantage motivée par les prochaines élections législatives que par l'intérêt de la poursuite de l'intégration européenne.

C'est pourtant bien là que la relation franco-allemande doit être un outil privilégié du processus de construction communautaire. Il ne s'agit pas d'en faire un lieu commun de célébration

symbolique mais bien un modèle d'intégration européenne. Ce formidable outil d'amitié et de gouvernance politique doit aujourd'hui passer un cap.

**Avec la célébration des 50 ans du
Traité de l'Elysée, c'est le deuxième
acte de l'amitié franco-allemande
qui s'ouvrira. Au-delà d'une ami-
tié devenue indépendante du pouvoir politique,**

**UNE AMITIÉ DEVENUE
INDÉPENDANTE DU
POUVOIR POLITIQUE**

il s'agit de concrétiser et d'approfondir cette relation, par la convergence législative du droit de la famille ; la mise en place d'une commission interparlementaire sur les gardes d'enfants ; l'ouverture du débat sur l'accès à l'audiovisuel public français et allemandes dans les deux pays ; une réflexion sur l'harmonisation des régimes de sécurité sociale et de retraites pour les centaines de milliers de retraités franco-allemands. Ce sont là de vrais chantiers, loin de l'unique célébration symbolique.

La France et l'Allemagne sont un laboratoire de ce qu'est idéalement l'intégration européenne. C'est aussi à l'échelle de deux pays un échange de bons procédés et d'enrichissement mutuel. Même si les données du problème ne sont plus les mêmes qu'il y a 50 ans, les deux grands d'Europe ont encore bel et bien tout autant besoin l'un de l'autre.

PIERRE-YVES LE BORGN'

www.theeuropean.de/pierre-yves-le-borgn

IL EST DÉPUTÉ DU PARTI SOCIALISTE (PS) ET DES VERTS EUROPÉENS (EELV) POUR LA 7ÈME CIRCONSCRIPTION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER. CELLE-CI REGROUPE L'ALLEMAGNE, L'AUTRICHE, LA POLOGNE, LA TCHÉQUIE, LA BULGARIE, LES PAYS DE L'EX-YOUGOSLAVIE ET L'ALBANIE. EN ALLEMAGNE, LE BORGN' EST CADRE DIRIGEANT D'UNE ENTREPRISE INTERNATIONALE DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES SOLAIRES. IL TRAVAILLE PRINCIPALEMENT À MAYENCE, FRANCFORT-SUR-L'ODER ET BRUXELLES.



Rencontrez-vous !

Pourquoi, à l'ère des réseaux sociaux et des contacts virtuels, la rencontre personnelle et l'immersion dans une culture étrangère sont au moins aussi importantes que l'échange numérique ? Plaidoyer pour l'échange franco-allemand.

PAR BÉATRICE ANGRAND

A l'évocation de l'Allemagne, beaucoup l'associent à un modèle économique fort, au sens de l'organisation et à la ponctualité. La France est souvent liée au « *savoir-vivre* », à la gaieté et à la libre pensée. La France et l'Allemagne restent des pays bien différents, mais ils ne doivent pas être réduits à de simples clichés.

A cet égard, on peut surmonter ces visions stéréotypées en disposant de connaissances de la langue, l'histoire, la culture et l'actualité du pays voisin. Cela passe par la rencontre personnelle avec l'autre. Par l'échange, on découvre et on éprouve ces différences d'une manière individuelle et directe, créant ainsi un lien particulier avec le pays voisin. Un échange est une chance de contribuer à l'aventure de l'amitié franco-allemande. Qui

aurait pensé, il y a cinquante ans, que l'utopie de l'amitié franco-allemande deviendrait si vite réalité ? Et quelle en sera la suite ?

Si la France et l'Allemagne demeurent attractives et « *exotiques* » l'une pour l'autre, elles doivent cultiver leurs différences – et non leurs différends. Afin de contribuer à la coexistence juste et pacifique en Europe, il est important que les citoyens se retrouvent dans une communauté d'origines, qu'ils recherchent les données culturelles, historiques et politiques du pays voisin et qu'ils les mettent en perspective. Le contact avec l'étranger ouvre de nouveaux horizons, implique souvent des découvertes inhabituelles et inattendues. On ne fait pas seulement la connaissance d'un autre pays, mais on apprend aussi beaucoup sur soi-même.



Celui qui a expérimenté la différence de nos systèmes scolaires (plus directif d'un côté, plus participatif de l'autre), de nos modes de management (le recours à l'expert *versus* le goût pour le généraliste) ou du fonctionnement de nos administrations (l'une centraliste, l'autre fédérale) est outillé pour en faire la synthèse. Certains ont surtout multiplié leurs expériences personnelles et ont beaucoup d'anecdotes à raconter.

Celui qui veut intensifier les rencontres avec ses voisins et relancer le processus d'intégration européenne se doit d'être actif : engagé, créatif et interconnecté. L'échange, notamment entre les jeunes générations, a été transformé par le *web* et les réseaux sociaux. La communication est directe et rapide. Toutefois, cet échange reste virtuel. Bien sûr, il est important d'utiliser les médias tels que l'internet qui permettent de préparer ou de poursuivre l'expérience de la mobilité et qui sont indispensables pour s'adresser aux nouvelles générations, ces « *générations du numérique* » privilégiant les nouveaux canaux de communication. Mais il s'agit encore aujourd'hui de permettre l'existence de rencontres physiques, l'échange « *en personne* », et de vivre des expériences communes de manière à ce que les relations ne soient pas éphémères, mais solides et pérennes.

DERRIÈRE LA FRONTIÈRE Depuis 50 ans, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) encourage les échanges de jeunes entre la France et l'Allemagne, mais aussi avec d'autres pays d'Europe et du monde. Les rencontres dans « *la vraie vie* » restent un moyen inégalé de susciter la curiosité et l'engouement des jeunes gens. Un grand nombre

de projets sous diverses formes – échanges scolaires et universitaires, rencontres sportives et culturelles, stages et échanges professionnels – rassemble ainsi chaque année près de 200 000 personnes.

L'abondance des programmes et des possibilités d'échanges a déjà créé une solidarité profonde entre les deux pays. Cette solidarité ne peut exister que si les générations futures reconnaissent que « *derrière la frontière* », il se passe des choses intéressantes et que la coopération a un impact positif et concret sur la vie des jeunes. La mobilité des jeunes doit donc être facilitée au mieux, avec, par exemple, l'intégration des systèmes scolaires, la reconnaissance globale des diplômes ou encore un droit commun de l'association. Ces avancées permettraient non seulement de renforcer les relations franco-allemandes, mais aussi d'ouvrir la voie à une plus grande convergence européenne et à une Europe stable qui est à l'écoute de ses citoyens et les implique.

Nous avons besoin de réussir à passer le flambeau et de continuer à remplir notre objectif de former, en permanence, en France et en Allemagne, un vivier de jeunes familiers de la langue et de la culture du pays voisin. Et ce pour qu'un socle suffisant de citoyens, à tous les niveaux de la société, dispose des clés d'une coopération qui n'est jamais acquise, qu'il faut de nouveau illustrer à chaque génération, et dont l'Europe a pourtant formidablement besoin pour être durable et solidaire.

La force de la coopération franco-allemande réside dans cette base solide qui est la société civile, qui protège de bien des aléas politiques. Les jeunes demeurent l'avenir de la coopération entre la France et l'Allemagne. Ils sont les futurs acteurs de cette relation. Rencontrez-vous !

BÉATRICE ANGRAND

www.theeuropean.de/beatrice-angrand

DEPUIS 2009, ELLE EST LA SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'OFFICE FRANCO-ALLEMAND POUR LA JEUNESSE (OFAJ). ANGRAND TRAVAILLAIT AUPARAVANT COMME CONSEILLÈRE POUR LA CHAÎNE FRANCO-ALLEMANDE ARTE ET DIRECTRICE DES INSTITUTS FRANÇAIS À TIMISOARA (ROUMANIE) ET À ROSTOCK. ELLE A AUSSI ÉTÉ ATTACHÉE DE COOPÉRATION À L'UNIVERSITÉ DE ROSTOCK.



Une question de communication

La supériorité allemande n'est pas nécessairement synonyme de stabilité pour l'Europe. Au lieu de tergiverser sur le rapport coûts-avantages du sauvetage de l'euro, l'Allemagne devrait investir plus de temps dans la relation franco-allemande.

PAR DANIELA SCHWARZER

83

Au fil de la crise de la dette, l'Allemagne est devenue l'Etat le plus influent de la zone euro. Economie solide et « *pays contributeur* », participant à hauteur de 27% aux mécanismes de sauvetage, l'Allemagne n'a pas manqué de faire entendre sa voix. Soutenu par la pression des marchés, Berlin a initié des réformes cruciales de la zone euro. Mais en décembre 2012, un coup d'œil à la tête de l'Union européenne suffit pour réaliser que rien ne bougera si l'Allemagne continue de freiner.

La nouvelle force de l'Allemagne a besoin d'un gouvernail et d'une direction. Durant l'après-guerre, personne n'a jamais demandé à l'Allemagne si elle désirait intégrer l'Union européenne. Aujourd'hui, l'incertitude plane : est-elle seulement disposée à conserver la monnaie unique sous sa forme actuelle ?

La question n'est pas de calculer combien les mesures de sauvetage vont coûter mais plutôt de savoir quelle zone euro est acceptable pour l'Allemagne. Aux yeux de nombreux gouvernements et citoyens européens, la création d'une « *zone euro allemande* », régie par des principes ordo-libéraux, n'est ni légitime, ni économiquement viable.

Jusqu'à présent, le gouvernement fédéral a réussi à imposer un consensus incontesté, au sein même des institutions européennes. Cependant, ce n'est ni l'hégémonie, ni la judiciarisation

de domaines-clés d'une politique démocratique qui permettront de trouver une solution stable, lorsqu'à l'échelon national, des modèles économiques et sociaux sont soumis à une trop lourde pression.

L'Allemagne doit assumer la responsabilité née de sa nouvelle puissance mais en accepter également les limites.

Et si la crise s'aggravait, l'Allemagne serait-elle toujours prête au compromis et à l'intégration ? La nouvelle compétitivité de son économie lui permet de penser différemment. L'« euro du Nord », suggéré par ceux qui, en Allemagne, critiquent les plans de sauvetage, n'est qu'un exemple. Le débat allemand sur l'Europe s'est libéré des tabous. Et seule une réflexion profonde sur la signification de l'intégration européenne peut éviter la vision à court terme coûts - avantages du sauvetage de l'euro.

L'Allemagne est également amenée à s'interroger sur certaines certitudes anciennes concernant ses partenaires européens. Sur le fonds, le partenariat franco-allemand n'est pas remis en question. Mais il nécessiterait davantage de vigilance que les discours formels de félicitations, prononcés à l'occasion du 50ème anniversaire du Traité de l'Elysée.

Dans la recherche de réponses « *justes* » à la crise de la dette, Paris et Berlin n'ont cessé de s'affronter. Des décennies de coopération étroite ne

sont pas parvenues à harmoniser deux conceptions bien distinctes de l'économie et du rôle de l'Etat dans ce système. La compréhension réciproque des deux pays, ainsi que leur capacité à trouver un compromis à l'échelle politique, administrative et sociale doit être améliorée.

Ceci est d'autant plus vrai qu'il n'existe aucune alternative au tandem franco-allemand. Certes, concernant le développement de la zone euro, l'Allemagne s'accorde généralement avec l'Autriche, les Pays-Bas et la Finlande. Alliés importants, ces pays manquent pourtant de poids politique et économique. Et ils ne sont pas nécessairement fiables.

Durant la crise, le discours eurosceptique s'est renforcé. Un impact qui pourrait conduire certains gouvernements européens à ne pas participer aux futurs plans de sauvetage. Contrairement aux plus « *petits* » Etats, l'Allemagne, qui ne pourrait jamais s'abstenir de contribuer sans mettre en danger l'existence même de l'euro, se retrouverait de plus en plus isolée.

La Grande-Bretagne et la Pologne sont en principe des partenaires importants de l'Allemagne, mais les pays ne font pas partie de la zone euro. A l'heure actuelle, Londres flirte même avec l'idée d'un retrait partiel, voire total de l'UE. Le Royaume-Uni a perdu son énergie de pionnier, fragilisant du même coup le groupe des pays avec lesquels l'Allemagne travaille volontiers à l'approfondissement du marché intérieur.

QUE PEUT FAIRE L'ALLEMAGNE POUR LA FRANCE ? Pendant ce temps, le président français François Hollande s'aligne étroitement sur Rome et Madrid.

Sa manière de défendre, aux côtés de l'Italie et de l'Espagne, une stratégie de croissance comme condition d'un pacte de stabilité financière, contrebalance ouvertement la puissance allemande. Mais l'horizon politique et économique des deux pays reste incertain, c'est la raison pour laquelle Paris ne prend pas la décision définitive de s'allier au « *camp du Sud* ».

Et si malgré tout, l'union monétaire s'effondrait, face à la menace de son déclin économique, la France ne pourrait compter que sur sa propre

crédibilité budgétaire et une amélioration de sa croissance et de sa compétitivité. Cette évolution passera nécessairement par une alliance avec l'Allemagne. Une union qui s'annonce certes orageuse, en raison des inévitables politiques de réformes et de cure d'austérité à mener.

Dans les mois et les années à venir, la France aura besoin de l'Allemagne en tant que partenaire stable. Et réciproquement. Les deux pays dépendent étroitement de leurs succès communs : leurs échanges commerciaux bilatéraux, leurs investissements directs et l'interdépendance de leurs flux de capitaux sont les plus intenses au sein de l'UE. Et l'on oublie souvent que Paris contribue à un cinquième du budget du Fonds de secours de la zone euro.

L'Allemagne peut-elle aider la France dans les réformes nécessaires qu'elle doit à présent conduire ? Et si oui, de quelle manière ?

L'asymétrie actuelle de leurs rapports ne doit pas modifier la perspective de leurs développements à long terme. Si malgré ce que prédisent les mauvaises langues, la France s'engage dans la bonne voie en matière de politique budgétaire, de réformes structurelles et de stratégie d'innovation, elle deviendra économiquement forte. Peut-être même plus puissante que l'Allemagne qui dépend toujours de ses exportations. Les démographes prévoient en outre que la population française va continuer à augmenter, contrairement à la nôtre. D'ici quatre décennies, il y aura plus de Français que d'Allemands.

Autant de raisons pour travailler à nous entendre encore mieux à l'avenir.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

DANIELA SCHWARZER

www.theeuropean.de/daniela-schwarzer

ECONOMISTE POLITIQUE, ELLE PRÉSIDE LE GROUPE DE RECHERCHE SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE DE LA FONDATION WISSENSCHAFT UND POLITIK. EN 2012-2013, ELLE EST SCIENTIFIQUE INVITÉE AU WEATHERHEAD CENTER FOR INTERNATIONAL AFFAIRS DE L'UNIVERSITÉ D'HARVARD ET FELLOW NON-RÉSIDENT DE LA TRANSATLANTIC ACADEMY À WASHINGTON, D.C. DE 1999 À 2004, ELLE A TRAVAILLÉ COMME RÉDACTRICE PUIS CORRESPONDANTE EN FRANCE POUR LE FINANCIAL TIMES ALLEMAGNE. SCHWARZER ENSEIGNE ÉGALEMENT RÉGULIÈREMENT DANS UNIVERSITÉS ALLEMANDES ET INTERNATIONALES.



De Berlin à la « Mannschaft », les 1001 visages de l'Allemagne

Moteur, couple, tandem. Nos voisins, nos amis, nos alliés. Si la relation franco-allemande a des contours bien flous, elle est surtout en perpétuel mouvement. Derrière les aléas des rapports de force politique, se cachent un immense réseau de personnes, d'institutions, mais aussi une Histoire commune.

PAR SÉBASTIEN VANNIER

La bise gênée avec Nicolas Sarkozy, la poignée de mains cordiale avec François Hollande. Fort heureusement, la relation au plus haut niveau entre les deux Etats ne se résume pas à ces détails de protocole. Par obligation, plutôt que par franche motivation, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy avaient vite fait d'oublier leurs dissensions et de faire face ensemble, bon gré, mal gré, à la tempête de la crise financière.

Depuis l'arrivée de François Hollande, chacun est encore en période de rodage, comme c'est habituellement le cas entre nouveaux gouvernants français et allemands. Les points de divergences ne s'en font que plus ressentir. Plusieurs dossiers urgents

servent encore de pomme de discorde entre les deux pays. C'est le cas de l'union bancaire européenne ou le toujours très sensible sujet d'EADS.

Ces divergences sont là pour rappeler que quand les deux pays n'arrivent pas à trouver un accord, l'Europe reste au point mort. Une situation à haut risque au moment où l'Union européenne est secouée de toutes parts. Et ce n'est pas un prix Nobel de la paix qui va venir à lui seul colmater les brèches.

Aussi importante et médiatique que soit l'ambiance entre les deux gouvernements, la relation franco-allemande se joue également à bien d'autres niveaux. Difficile d'imaginer deux autres pays avec une telle densité de leurs réseaux communs.

Jumelages, sociétés et autres associations franco-allemandes permettent depuis des décennies aux habitants des deux pays de découvrir la réalité quotidienne de leurs voisins.

Avec la création de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) il y a cinquante ans, puis de l'Université franco-allemande (UFA), le souci a été constant d'investir sur la jeunesse. Ce réseau forme la base solide et équilibrée d'une relation franco-allemande bien plus imperméable aux aléas politique que les étages supérieurs. Néanmoins, les défis ne manquent pas non plus à ce niveau : entre les coupes financières, la baisse d'intérêt pour la langue du pays partenaire, beaucoup de structures doivent s'adapter en permanence à des conditions souvent moroses.

Cependant, force est de constater que l'image de l'Allemagne a rapidement évolué ces dernières années, en France comme ailleurs. Un changement d'abord lié au discours sur le fameux « *modèle allemand* », qui a envahi les médias fin 2011 et début 2012. L'excellent rebond de la croissance allemande contraste en effet avec les déboires de ses partenaires européens et le « *Jobwunder* » – le nouveau miracle économique allemand – fait des envieux. Résultat : les débats se sont multipliés pour déterminer quels éléments seraient applicables à la structure française. Nicolas Sarkozy a été le plus insistant à mettre en avant ce « *modèle allemand* » et l'Allemagne a eu le droit à une place de choix lors de la campagne présidentielle et au duel télévisé entre les deux candidats.

Ce débat, aujourd'hui retombé, a sans aucun doute influé sur l'image actuelle de l'Allemagne dans l'Hexagone : ce cliché, a priori peu flatteur, de l'Allemand « *travailleur* » a tendance à devenir une vertu. Il a également été l'occasion d'une analyse critique bienvenue sur la société et surtout l'économie allemande, permettant de montrer que la balance n'était pas aussi déséquilibrée qu'il y semblerait au premier abord. Si l'attention est actuellement focalisée sur la simple croissance économique, les Allemands se penchent, dans de nombreux domaines, avec intérêt et parfois envie, sur le cas français. Qu'il s'agisse du salaire minimum ou de la démographie. Ou encore en matière d'éducation où l'Allemagne a relevé l'âge du bac à 18 ans, évoque l'école toute la journée ou l'augmentation du nombre de crèches.

Outre son boom économique, fortement médiatisé, l'image de l'Allemagne vit une mutation positive depuis plusieurs années. Deux phénomènes viennent illustrer cette tendance : la « *Mannschaft* » et Berlin.

D'une équipe certes gagnante, mais rugueuse, monolithique et limite antipathique, l'équipe de football allemande est devenue plus ouverte à sa diversité, adepte du beau jeu et pourtant malchanceuse dans les grands moments. Des atouts certains pour la rendre populaire auprès de supporters, galvanisés par l'organisation de la Coupe du Monde 2006. Une « *Mannschaft* » désormais adorée en Allemagne comme à l'étranger et qui offre un contraste saisissant avec les déboires pathétiques des Bleus.

Parallèlement, la spectaculaire métamorphose de la capitale allemande a d'abord attiré une population d'artistes, d'étudiants venus chercher un endroit palpitant et bon marché, avant de devenir la destination favorite d'un public extrêmement large. Donnant désormais à Berlin une image moderne, vivante et tout simplement incontournable.

Beaucoup de jeunes Français et d'Européens se voient donc conquis par les lumières de la ville berlinoise et tentent volontiers l'aventure outre-Rhin. Liant ainsi un espoir économique – trouver de meilleures conditions que chez eux – et un espoir sociétal, en participant eux-mêmes à l'image dynamique de Berlin qui déteint positivement sur le reste du pays.

Un défi pour l'Allemagne qui peine parfois à savoir comment réagir face à ces nouveaux venus, dont elle a pourtant bien besoin pour pouvoir rendre son développement durable.

BERLIN, UNE SPECTACULAIRE MÉTAMORPHOSE

SÉBASTIEN VANNIER

www.theeuropean.de/sebastien-vannier

NÉ À ALÉNÇON, IL A SUIVI UNE FILIÈRE FRANCO-ALLEMANDE À RENNES, EICHSTÄTT ET STRASBOURG. DEPUIS 2007, LE JOURNALISTE TRAVAILLE À BERLIN, ENTRE AUTRES EN TANT QUE CORRESPONDANT POUR LE QUOTIDIEN "OUEST-FRANCE" ET LES RUBRIQUES POLITIQUE ET SPORT DU MAGAZINE FRANCO-ALLEMAND « PARISBERLIN ». VANNIER TRAVAILLE AUSSI AVEC LE CENTRE MARC BLOCH.



« Je ne crois pas à un éloignement »

Ulrich Wickert est membre de la Légion d'honneur et il connaît bien les Français. Lors d'un entretien avec Julia Korbik, l'ancien correspondant à Paris évoque l'axe franco-allemand, quelques vieilles rancœurs et de qui, Konrad Adenauer ou Charles de Gaulle, il se sent le plus proche.



The European : Vous êtes devenu père de jumeaux cette année. Souhaiteriez-vous parfois qu'il y ait en Allemagne un système généralisé de crèches comme en France ?

Wickert : C'est incroyable qu'il ne vienne pas à l'esprit des Allemands de transposer ce modèle. Cela tient probablement au fait que nous avons encore une conception obsolète des femmes, un idéal bourgeois de la mère. Une attitude qui va à l'encontre des femmes qui travaillent. Nous sommes incommensurablement démodés sur ce sujet.

La France est votre deuxième patrie. Vous y avez vécu pour la première fois de 1956 à 1959, votre père travaillait à Paris pour la représentation de l'Allemagne auprès de l'OTAN. Les vieilles rancœurs contre l'Allemagne étaient-elles perceptibles ?

Sans aucun doute. Je suis arrivé en France à l'âge de 13 ans. En 1955, nous étions en vacances en Normandie. Un matin, nous avons découvert des croix gammées peintes sur les murs de la maison que

nous avions louée. En tant qu'enfant, je n'ai pas vraiment compris cet incident, d'autant plus mes parents se sont empressés de dédramatiser. Ces ressentiments n'étaient néanmoins pas surprenants : le débarquement des Alliés avait eu lieu à peine dix, onze ans plus tôt. Curieusement, les Allemands utilisent toujours l'expression nazie « invasion » pour désigner le débarquement. Alors qu'il s'agissait tout de même de la libération de la France !

La France et l'Allemagne ont choisi de laisser ces vieux ressentiments derrière elles. 2013 marquera les 50 ans de la signature du Traité de l'amitié franco-allemande, le Traité de l'Elysée. En 1963, vous aviez 21 ans. Ce traité a-t-il provoqué des débats ?

Oui, beaucoup même. Durant les mois qui ont précédé la signature, le Chancelier Adenauer a visité la cathédrale de Reims. Cette visite avait une signification particulière car le bâtiment avait été très endommagé par l'aviation militaire allemande durant la Première Guerre mondiale. Il y a également

eu la grande visite du Général de Gaulle en Allemagne et le grand discours qu'il a tenu sur la place de la mairie de Bonn. Plus important encore pour les gens de ma génération a été son « *discours à la jeunesse allemande* » à Ludwigsburg.

A qui vous identifiez-vous le plus volontiers : Konrad Adenauer ou Charles de Gaulle ?

Difficile à dire. J'appréciais tout particulièrement l'humeur typiquement rhénan de Konrad Adenauer. Et je trouve la force politique de Charles de Gaulle absolument fascinante : il a sauvé la France à deux reprises. En 1944, il en a fait une nation victorieuse, même si le pays ne faisait pas partie des heureux vainqueurs en raison de la collaboration du régime de Vichy. Puis de nouveau, en 1958, lorsqu'il est revenu au pouvoir et a fondé la Vème République, grâce à une nouvelle Constitution qui rendit son aplomb à la France. Cette Constitution est ainsi parfaitement adaptée au chaos du régime français.

Vous avez couvert chaque élection française entre 1969 et 1988 pour le compte de la chaîne allemande Westdeutscher Rundfunk (WDR). De quelle élection vous souvenez-vous particulièrement ?

Je me souviens de toutes les élections. La plus passionnante a été celle de 1981 : l'élection de François Mitterrand a conduit à une alternance politique où les socialistes ont remplacé la droite. Voir l'équipe de Mitterrand au Panthéon a été un moment très spécial.

La vie politique française est également parfois « spéciale » et animée. L'ancienne ministre de la Justice Rachida Dati qui annonce publiquement un test de paternité pour sa petite fille, le frère de Nicolas Sarkozy faisant partie des pères potentiels. Ou le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, ancien amant de Carla Bruni, la femme de l'ex-Président Sarkozy. Les hommes politiques allemands ne sont-ils pas tout simplement ennuyants en comparaison ?

Je vous recommande la lecture de mes romans policiers : l'action se déroule à Paris, justement parce que ces choses que vous avez évoquées sont beaucoup plus excitantes que chez nous. Les hommes politiques français ne sont pourtant pas beaucoup plus fous que les nôtres : quand on regarde Horst Seehofer ou Helmut Kohl, on trouve aussi dans leurs modes de vie des comportements qui ne reflètent pas nécessairement l'idéal bourgeois.

Beaucoup de Français, en particulier des journalistes, étaient au courant des liaisons extraconjugales de Dominique Strauss-Kahn ou de ses visites dans des bordels. Pourquoi rien n'est jamais sorti dans la presse ?

Parce qu'on respecte davantage la vie privée en France qu'en Allemagne. Le quotidien 'Bild' avait imaginé publier un journal au format tabloïd en France, mais ce projet a été abandonné. On savait par ailleurs que l'ancien Président François Mitterrand avait une fille illégitime, or, rien n'a jamais filtré. On respecte la vie privée : privé c'est privé.

Avant l'affaire, vous vous étiez rangé du côté de la candidature de Strauss-Kahn en vue de la présidentielle. Comment jugez-vous aujourd'hui la présidence de François Hollande ?

Il est encore trop tôt pour juger les actions d'Hollande, cela ne fait que six mois qu'il est Président. Au début, il a bien réussi certaines choses. Maintenant, la question est de savoir comment pourra-t-il combler le fossé entre la nécessité des réformes et les Français qui n'aiment pas les réformes.

« LES HOMMES POLITIQUES FRANÇAIS NE SONT PAS PLUS FOUS QUE LES NÔTRES »

Quelles sont les choses qu'Hollande a réussies par exemple ?

Son comportement envers l'Allemagne est un exemple. Jacques Chirac, tout comme Nicolas Sarkozy, ont affirmé au début de leurs mandats : « *nous n'avons pas besoin de la relation franco-allemande sous cette forme* ». Chirac a parié sur Tony Blair, Nicolas Sarkozy sur l'Union pour la Méditerranée. Tous les deux ont finalement remarqué après un certain temps qu'ils ont naturellement besoin de s'appuyer à l'Allemagne à l'échelon européen. Bien qu'Angela Merkel n'ait pas voulu le recevoir durant la campagne présidentielle, François Hollande a immédiatement annoncé : « *Je dois faire ça avec les Allemands, je ferai cela avec eux, même si je fixe d'autres priorités sur le fond.* »

Helmut Kohl a déclaré lors du 25ème anniversaire du Traité de l'Elysée en 1988 : « Les Allemands et les Français doivent construire ensemble le cœur d'une Union européenne ». Est-ce encore le cas aujourd'hui ? La France s'oriente vers le Sud ; l'Allemagne regarde vers le Nord et l'Est ; la France mise sur la croissance, l'Allemagne veut faire des économies.

Je vois cela différemment. Les Allemands tablent aussi sur la croissance et ils l'ont. De l'autre côté, les Français parient sur la croissance, sans l'avoir. L'Allemagne ne regarde pas en direction du Nord mais souhaite une politique fiscale européenne, une initiative qui suscite diverses réactions selon les Etats. Les Français veulent plutôt un soutien de l'Union européenne, orienté vers la croissance ou tout ce qui encourage la croissance. Paris pense régler ses dettes grâce à la croissance. Il ne s'agit pas nécessairement d'une différence régionale mais une question d'interprétation financière. Certains soutiennent le projet d'austérité d'Angela Merkel, d'autres le modèle des Français et des Américains.

La note la France a été dégradée par les agences de notation, le taux de chômage des jeunes est très élevé et sur le plan économique, le pays n'est plus en mesure d'être en compétition avec de l'Allemagne. Vous-même avez déclaré : « *L'Allemagne a la croissance et la France ne l'a pas.* »

Cela frustre-t-il les Français ?

Nous ne devons pas oublier une chose. Il y a dix ans, c'était la situation inverse, les Français étaient en avance sur tout. Ils avaient une croissance plus forte et moins de dettes que les Allemands. Puis Nicolas Sarkozy est arrivé et il a endetté le pays d'une façon incroyable. Un tiers des dettes actuelles de la France sont issues de son quinquennat. Sarkozy a créé 600 milliards d'euro de dette et n'a rien fait pour réformer la France de façon à ce qu'elle ressorte de cette position désavantageuse. Les Français étaient frustrés parce que Sarkozy a répété sans arrêt durant toute la campagne présidentielle : « *les Allemands font mieux que nous !* » Cela les a énervés et on s'est rendu compte que ce n'était pas le bon ton.

L'Allemagne et la France ne s'éloignent-elles pas aussi l'une de l'autre ? Les élèves français choisissent de plus en plus rarement l'allemand comme langue étrangère et le français a perdu son prestige particulier ici.

Je ne crois pas à un éloignement. L'anglais est de plus en plus la langue internationale par excellence. On n'a pas besoin du français, que ce soit dans la vie de tous les jours ou au travail. Ce n'est pas vraiment encourageant pour les élèves. Le phénomène suivant est pourtant intéressant : à partir du moment où il y a – en France ou en Allemagne – un intérêt culturel pour le pays voisin, l'intérêt pour sa langue est croissant. Il y a quelques années, quand le groupe de musique pop Tokio Hotel était très populaire en France, les élèves français ont plus fréquemment choisi l'allemand comme langue étrangère.

A l'inverse de la langue allemande, Berlin est très populaire, tout particulièrement auprès des jeunes Français. Qu'est-ce que la capitale allemande a que Paris n'a pas ?

Berlin connaît des mutations profondes. La ville n'est pas finie, des gens viennent de partout pour s'y installer et essayer de s'y réaliser. Paris est à l'inverse une ville mature et cosmopolite, qui attire des gens de plus en plus riches, désireux d'y acheter une résidence secondaire par exemple. Conséquence, les gens qui ne sont pas si riches mais qui travaillent à Paris, doivent déménager en banlieue. Cela rend la ville plus ennuyante.

Vous avez longtemps travaillé en France en tant que journaliste et vous avez obtenu le Prix Franco-allemand du journalisme en 1990 et en 2006.

La couverture médiatique du pays voisin a-t-elle évolué, en France et en Allemagne ?

Je ne le crois pas. D'une façon générale, il y a trop peu de reportages. Et les préjugés subsistent toujours des deux côtés.

Quels sont ces préjugés ?

Cela dépend du journal. Le 'Spiegel' par exemple est très critique à l'encontre de la France et soutient l'idée qu'on s'y identifie toujours à la meilleure « *Grande Nation* », alors que ce n'est plus du tout le cas.

L'appellation « Grande Nation » est-elle vraiment un problème pour les Français ?

Il y a toujours une différence, si c'est un Allemand ou un Français qui utilise cette expression.

Je ne dis jamais « *Grande Nation* » car les Français ne s'en servent jamais pour se désigner. De Gaulle a dit un jour que « *la France est une certaine idée* ». Je pense que c'est une bien meilleure expression. La France est un concept et non une notion géographique.

« LA FRANCE EST UNE CERTAINE IDÉE »

Qu'est-ce qui vous manque le plus de la France quand vous êtes en Allemagne ?

Le merveilleux temps ensoleillé du Sud de la France, de même que les interactions pleines d'humour, de distance et discrètes entre les gens. Les gens sont souvent très impolis et hargneux en Allemagne. En France, on est souvent accueilli aimablement dans les magasins, alors que ce n'est pas du tout le cas en Allemagne.

Et à l'inverse ?

A vrai dire, quand je suis en France et que je dois faire réparer une fenêtre, je souhaiterais avoir un artisan allemand sous la main.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

ULRICH WICKERT

www.theeuropean.de/ulrich-wickert

JOURNALISTE ET AUTEUR (NÉ 1942), IL A D'ABORD TRAVAILLÉ POUR L'ÉMISSION 'MONITOR', PUIS COMME CORRESPONDANT À WASHINGTON ET PARIS. DE 1991 À 2006, WICKERT A PRÉSENTÉ L'ÉMISSION 'TAGESTHEMEN' SUR LA CHAÎNE NATIONALE ARD. IL A OBTENU LE PRIX FRANCO-ALLEMAND DU JOURNALISME, LE PRIX ADENAUER-DE-GAULLE ET LA LÉGION D'HONNEUR FRANÇAISE. WICKERT A PUBLIÉ PLUSIEURS LIVRES SUR LA FRANCE.

LE VILLAGE EUROPÉEN

Au cours de la crise l'Allemagne et la France cherchent des nouveaux alliés: l'Allemagne est la tête de l'Europe du Nord, disposée à épargner, et de plus en plus elle porte son regard aussi vers l'Est, surtout vers la Pologne. La France se solidarise avec les pays du Sud en crise, l'Espagne et l'Italie. Ce n'est pas encore le tandem qui fait avancer l'intégration européenne, mais l'intégration des « players » divers par les deux pays.

La crise de l'euro a remis en cause nombre de croyances anciennes comme celle selon laquelle que l'Union européenne n'offre que des avantages. Le ressentiment national a fait son retour en France et le FN de Marine Le Pen râle contre Bruxelles et la mondialisation – deux termes désormais synonymes.

Que la France ait une relation spéciale à la mondialisation est déjà perceptible par la terminologie utilisée pour la qualifier : les Espagnols parlent de « *globalización* », les Britanniques de « *globalisation* » et les Polonais de « *globalizacja* ». Le choix du terme français ne doit rien au hasard : si « *global* » se réfère à un événement vague à l'échelle mondiale, « *monde* » est sous-entendu comme un phénomène total, presque totalitaire – le phénomène de la mondialisation se teintant alors d'une connotation plutôt négative. Il n'est pas étonnant que l'organisation Attac, jugeant la mondialisation de manière très critique, ait été fondée en France en 1998.

PENSER GLOBALEMENT, AGIR LOCALEMENT

Les Français croient encore que l'Etat peut – ou même doit – les protéger de la mondialisation. En France, l'Etat joue un rôle beaucoup plus important et plus emblématique qu'en Allemagne – même si la mondialisation et l'intégration européenne le fragilisent. « *Protectionisme national* » et « *démondialisation* », deux concepts que l'on entend de plus en plus, sont comme des formules magiques censées résoudre la crise.

Or, cela semble pratiquement impossible. « *Penser globalement, agir localement* » est l'impératif actuel. Même dans un monde globalisé, politiques et économies se retrouvent aussi à l'échelon local. Dans une Europe unie, « *agir localement* » ne signifie pas agir dans l'intérêt national, soit balayer devant sa porte. L'eupéanisation des politiques et des économies nationales a transformé la signification du terme « *local* ». Et la crise de l'euro a intensifié ce processus. Plus que jamais,

les gouvernements des Etats-membres et leurs citoyens sont obligés de prendre en compte ce qui se passe chez leurs voisins. Que la Grèce soit un peu plus endettée que l'Espagne ou qui dirige l'Etat italien a son importance.

La crise de l'euro est une conséquence de la mondialisation et de la crise financière de 2008. Ce qui se produit aujourd'hui en Europe est le signe que les déséquilibres sur les marchés financiers et au sein des économies globalisées se sont trop creusés. L'Europe a toujours été à deux vitesses. La rupture ne se réfère plus seulement aux Etats qui souhaitent aujourd'hui une intégration politique européenne plus poussée – mais également à ceux qui sont économiquement assez puissants pour rester membres de l'UE dans un monde globalisé.

DES ANCIENNES CROYANCES MISES À L'ÉPREUVE

Consommant trop et produisant peu, la France est devenue un Etat dépendant. Le pays s'est néanmoins rendu compte qu'il serait dangereux de se fier uniquement à l'axe franco-allemand. Partant du nouveau principe de la localité, Paris se rapproche désormais de ses voisins sud-européens, afin de retrouver son pouvoir perdu. L'Allemagne de son côté, se tourne de plus en plus vers la Pologne et le Nord de l'Europe. La crise a remis en question des croyances anciennes, y compris la nécessité absolue d'un axe franco-allemand fort.

PAR JULIA KORKIK AU NOM DE LA RÉDACTION

L'art de la guerre

La France et l'Allemagne sont en train de négocier la paix après la bataille de l'euro. Ainsi une nouvelle structure politique pourrait être mise en place en Europe – à condition que d'autres pays y participent.



PAR STEFANO CASERTANO

48

Cinq ans seulement après la Révolution française de 1789 et la naissance de la « *France modern* », et Paris se décidait déjà à occuper la « *rive gauche du Rhin* ». Pendant plus d'un siècle et demi, échauffourées et guerres se sont succédées entre les deux voisins, accompagnées des inévitables re-négociations territoriales. Guerre et paix, suite et fin : après l'expérience suicidaire nazie, la France et l'Allemagne ont décidé de mettre de côté leur longue et tragique histoire. Des décennies de coopération plus tard, avec quelles armes doivent-elles lutter contre l'affaiblissement de l'Europe ?

À l'occasion de son 40ème anniversaire, le 22 janvier 2003, le Traité de l'Elysée a été renforcé par la décision d'organiser des rencontres intergouvernementales franco-allemandes chaque semestre. Les dernières réunions ont évidemment été dominées par les discussions sur la Grèce et les moyens de sauver l'Euro. Et alors que le traité s'apprête à célébrer son demi-siècle, la situation a un peu évolué.

Concernant son approche industrielle, l'Allemagne semble être devenue « *française* », comme le démontre l'histoire de la fusion ratée entre EADS et BAE. Pour le commentateur Robert Peston de la BBC, la décision de réclamer un contrôle franco-allemand sur le condominium influencera

directement les performances économiques d'EADS. Paris et Berlin disposent pour l'instant de parts à 12% et selon l'analyse de certains économistes, il est peu probable que les Etats Unis – plus gros client d'EADS – soient intéressés par l'achat de produits fournis par des gouvernements étrangers. Si l'on suit le raisonnement de Preston jusqu'au bout, les perspectives d'EADS devront être restructurées. Il en résultera peut-être une nouvelle politique étrangère commune.

L'expérience EADS démontre que le modèle d' « *entreprise publique* », tellement populaire en France, s'apprête à faire son retour en Allemagne. De nombreux autres partenariats industriels ont été noués entre les deux pays et l'Allemagne reste le plus gros investisseur étranger en France.

L'alliance économique et politique franco-allemande devrait permettre au continent de sortir de la crise – voire même de l'euro.

En décembre 2012, les négociations entre Paris et Berlin ont permis d'atteindre un consensus sur une surveillance bancaire européenne. C'est la Banque Centrale Européenne (BCE) qui contrôlera les activités des plus grosses institutions financières de l'UE, ainsi que les banques ayant obtenu des aides publiques.

Cet accord est particulièrement important car il prouve que la confiance mutuelle entre la France et l'Allemagne existe aussi dans le secteur financier.

Les trois plus grosses banques de la zone euro – Deutsche Bank, BNP et Crédit Agricole – sont implantées dans les deux pays et ce sont elles qui seront le plus étroitement surveillées par la BCE.

Le texte semble exclure de la surveillance le système des caisses d'épargne, très populaire dans certains pays. Il laisse ainsi à la classe moyenne européenne son autonomie financière.

Pour autant, les bruits d'une « *re-germanisation* » de la BCE circulent : son actuel président, Mario Draghi, devrait être remplacé par une personnalité, plus étroitement liée au système bancaire franco-allemand. Monsieur Draghi pourrait même être désigné à la tête de l'Etat italien – signe que le manque de rigueur économique n'est plus très en vogue.

Si la France et l'Allemagne sont en pleines négociations de paix après la bataille de l'euro, les cyniques soufflent que la Grèce serait en passe de devenir un « *exemple* » pour les pays sur le point de tomber dans le piège de la dette.

Il est difficilement imaginable qu'Allemands et Français puissent se réjouir du malheur d'autrui afin d'assurer la survie d'un billet de banque multicolore – néanmoins, il est impossible de nier qu'une nouvelle « *pax germano-gallica* » est en cours de discussions.

Silvio Berlusconi a bien essayé de re-positionner l'Italie – loin de l'influence germano-américaine et axé vers une alliance franco-russe-lybienne : sans succès. Paris et Berlin ont aujourd'hui l'occasion de choisir une nouvelle structure politique pour l'Union européenne et pourraient bientôt proposer à l'Italie d'intégrer leur tandem. Pour l'Espagne, l'icône des surdoués de la finance subventionnés par l'immobilier, c'est davantage l'Europe centrale qui devient un point de référence économique.

Le problème de l'alliance franco-allemande ne s'appelle pas « *Italie* », « *Espagne* » ou « *Grèce* » – mais plutôt « *France* » et « *Allemagne* ». Le taux de chômage dans l'Hexagone a atteint le chiffre record de trois millions de personnes en septembre

2012, son taux le plus haut depuis 1999. En 2012, le pays présentait une croissance nulle aux trois premiers trimestres et une confiance des marchés en chute libre. Ce n'est pas par hasard que l'agence de notation Moody's a dégradé en novembre 2012 la note de Paris de AAA à AA1, tant les perspectives de croissance sont négatives.

En Allemagne, les craintes grandissent quant au fossé grandissant entre les salaires. L'avenir de la production industrielle et la dépendance allemande des exportations vis-à-vis de la Chine alimentent aussi les inquiétudes.

La dextérité diplomatique de Paris et Berlin devrait ainsi renforcer les avantages économiques de l'UE et, en lieu et place de marchandages bureaucratiques-financiers, lui permettre d'exercer une puissance industrielle réelle.

Une telle responsabilité ne nécessite pas seulement des décisions intelligentes mais aussi des choix appropriés concernant les « *sacrifices* » à consentir. La solution à la crise ne se trouve ni en Allemagne, ni en France mais dans l'Europe toute entière. Si l'on oublie cette communauté de responsabilités, le « *sacrifice* » se résumera à une crise économique franco-allemande. Viser une intégration économique européenne globale – et éventuellement politique – aurait des résultats plus prometteurs.

La crise est un moment historique pour la France et l'Allemagne : il reste à souhaiter que les deux pays seront capables d'accepter la tâche qu'on leur propose.

TRADUIT DE L'ANGLAIS

STEFANO CASERTANO

www.theeuropean.de/stefano-casertano

ITALIEN VIVANT À BERLIN, IL EST AUTEUR ET JOURNALISTE, EXPERT EN POLITIQUE INTERNATIONALE. APRÈS AVOIR OBTENU SON DIPLÔME À L'UNIVERSITÉ DE COLUMBIA, IL A SUIVI UN DOCTORAT EN RELATIONS INTERNATIONALES À L'UNIVERSITÉ DE POTSDAM. CASERTANO A ÉGALEMENT ÉTÉ CONSEILLER DU MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ITALIEN ET A COLLABORÉ AVEC LA COMPAGNIE ENI. IL EST AUSSI LE DIRECTEUR DE L'ENTREPRISE "ENERGY AFFAIRS COMPANY", BASÉE À BERLIN.



Nostalgie d'Europe

Le retour en Europe de la Russie s'est arrêté, mais les russes « de l'Ouest » sont encore attirés par la pensée européenne.

PAR LEONID LUKS

50

En 1973, Juliusz Mieroszewski, grand journaliste polonais contraint à l'exil en Grande-Bretagne, réfléchissait au futur politique de son pays : tant que la Russie resterait un empire, la Pologne n'aurait aucune chance de récupérer son indépendance. Mais lorsque l'heure du déclin inévitable de l'empire soviétique sonnerait, ses compatriotes devraient trouver et exploiter la faille de leur puissant voisin, afin de réaliser leurs propres rêves de conquête de l'Est. La Pologne devrait notamment accepter la perte des villes de Lviv et Vilnius et soutenir l'aspiration des peuples de la région à l'autonomie. Mais ce qui étonnait le plus Mieroszewski dans les années 70, c'est le fait que l'U.R.S.S puisse considérer son vassal polonais – alors totalement placé sous sa tutelle – comme une puissance potentielle, possible concurrente de l'hégémonie russe en Europe de l'Est.

Trente ans plus tard, l'étonnement de Mieroszewski sera confirmé par l'actualité. En 2004, le soutien de Varsovie à la Révolution orange sera vécu comme un affront sans précédent par Moscou. Outré, le Kremlin finit par décréter un nouveau jour férié national, afin de rappeler l'expulsion des troupes polonaises de Moscou en 1612.

Varsovie est aujourd'hui considérée comme une rivale par Moscou, beaucoup plus que l'Allemagne – membre le plus puissant de l'UE. Cette méfiance est surtout liée aux circonstances de l'unification

allemande. Certes, l'euphorie gorbatchévienne de la Perestroïka s'est affaiblie en Allemagne mais la politique étrangère russe menée par Berlin est encore marquée par la gratitude à l'égard de Moscou pour avoir consenti à remettre la clé de la réunification allemande, jusqu'alors enfouie au Kremlin.

Cette reconnaissance ne signifie pas pour autant une alliance germano-russe comme à l'époque du Traité de Rapallo, un rapprochement que l'on craint à Varsovie et que l'on espère à Moscou. En 1920, le gouvernement allemand agissait suivant des principes nationalistes, considérant que la défense des intérêts nationaux ne devrait pas être subordonnée à des valeurs supérieures. La fin justifiant les moyens, la révision des conventions du Traité de Versailles – qui avait amputé l'Allemagne – justifiait un accord avec la dictature bolchévique.

Mais après l'expérience dévastatrice de la Seconde Guerre Mondiale, un tel patriotisme n'était plus concevable pour l'Occident. Les Européens avaient compris que le culte de l'Etat-nation et de l'intérêt national, typiques du 19^{ème} siècle, mènent tout droit à la catastrophe. Un enseignement fondateur du processus d'intégration européenne.

Cette idée européenne a longtemps exercé une puissante séduction sur les Russes de « l'Ouest ». Il serait faux de ne pas associer les élites du Kremlin à cette nostalgie d'Europe car la Russie a profité des conséquences politiques concrètes de

ce que certains désignent comme « *reverie romantique* » : les révolutions pacifiques de 1989 ou la réunification allemande auraient été impensables sans l'aspiration des réformateurs russes à un « *retour à l'Europe* » et notamment sans l'abandon de Gorbatchev de la doctrine de son prédécesseur Brechnev, fermement opposé à l'idée d'une « *maison européenne commune* ».

Pourtant, après le démantèlement de l'Union soviétique, les Russes de « l'Ouest » ont rapidement perdu leur influence sur la scène politique. « *Lorsqu'ils arriveront au pouvoir, ils devront cesser d'être des Occidentaux* », avait ainsi souligné Jewgeni Koschokin, conseiller intime de Boris Eltsine, après son éviction du Parti communiste soviétique. La compatibilité des mots « *Occident* » et « *Russie* » ne serait plus possible que dans l'opposition.

**RENAISSANCE
DE LA FIERTÉ
NATIONALE RUSSE** Au début des années 1990, des expressions comme « *fierté nationale* » ou « *exception russe* » ont connu une renaissance marquée en Russie, même dans le camp des démocrates victorieux – et ce, d'autant plus que l'intégration de la Russie dans la « *maison européenne commune* » n'était pas à l'ordre du jour.

Le pays n'était alors que partiellement intégré dans les structures économiques et politiques du continent. Et si l'Occident avait passé l'âge du nationalisme, la Russie revient quasiment au 19^{ème} siècle, faisant désormais de ses intérêts nationaux la priorité absolue.

Pour la première fois dans son histoire, la Russie s'est constituée en tant qu'Etat-nation séculaire. Or, le processus de « *construction de l'Etat* » s'accompagne souvent d'un renforcement du sentiment national. Ainsi l'identification presque inconditionnelle du chef de l'Etat actuel avec l'« *idée nationale russe* ».

Cet aveu ethnocentrique qui met en évidence le caractère européen de l'Etat russe semble oublier le fait que le concept même d'Europe ne peut aller de pair avec un quelconque *sacro-saint égoïsme national*. De même, la vision patriarcale de Monsieur Poutine et de ses conseillers est difficilement conciliable avec l'aspiration de l'homme moderne à l'autonomie et à l'épanouissement.

De la fin des années 1980 au début de la décennie suivante, ce sont ces idées émancipatrices ont transformé la Russie jusqu'à la déformer et ont contribué à l'effondrement du Léviathan communiste. Aujourd'hui discréditées par le pouvoir en place, ces idées n'ont pas pour autant disparu de l'inconscient collectif. En décembre 2011, les protestations décidées contre les fraudes massives perpétrées par le parti de Poutine 'Russie unie' lors des élections législatives à la Douma en sont la preuve. Un nouveau départ démocratique est possible, exact prolongement du processus de « *retour de la Russie à l'Europe* », encore en vogue il y a quelques années.

Une perspective que Poutine redoute par dessus tout. C'est la raison pour laquelle il essaie d'éliminer toute dissidence sur la scène politique. Y parviendra-t-il ou non : le débat reste ouvert.

TRADUIT DE L'ALLEMAND

LEONID LUKS

www.theeuropean.de/leonid-luks

SCIENTIFIQUE DE FORMATION, IL EST DIRECTEUR DE L'INSTITUT CENTRAL DES ÉTUDES DE L'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE (ZIMOS) DE L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE D'EICHSTÄTT-INGOLSTADT. DE 1989 À 1995, LUKS A TRAVAILLÉ COMME RÉDACTEUR EN CHEF-ADJOINT DE LA RÉDACTION EUROPE ORIENTALE DE LA DEUTSCHE WELLE ET PROFESSEUR À L'UNIVERSITÉ DE COLOGNE. DE 1995 À 2012, IL ÉTAIT TITULAIRE DE LA CHAIRE D'HISTOIRE CONTEMPORAINE DES PAYS D'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE À L'UNIVERSITÉ CATHOLIQUE D'EICHSTÄTT-INGOLSTADT. LUKS EST ÉGALEMENT LE DIRECTEUR DU MAGAZINE « FORUM FÜR ÖSTEUROPÄISCHE IDEEN- UND ZEITGESCHICHTE ».



Réinventer les vieux rêves

Dans une Europe élargie le récit européen doit lui aussi être élargi. La Pologne souhaite être de la partie. Reste à savoir si Paris et Berlin ont la moindre idée du rôle qui peut incomber à Varsovie dans les processus actuels de réformes.

PAR MAREK PRAWDA

Quand on regarde les articles de presse de l'année dernière sur les relations franco-allemandes, on a véritablement l'impression que celles-ci sont « *détériorables à l'infini* ». On parle beaucoup, souvent d'un ton dramatique, des clivages de plus en plus profonds entre Berlin et Paris, ainsi que de leurs recettes antagonistes pour la résolution de la crise. On n'attribue plus au célèbre tandem un rôle de moteur de l'intégration, tandis que les deux capitales ne s'accordent plus comme autrefois sur une ligne commune au Conseil européen. On évoque avec nostalgie les hommes d'Etat, qui dans le doute ont toujours formé sur le devant de la scène un trait d'union entre les deux Etats. Cependant, il faut reconnaître que ces relations font preuve d'une vitalité surprenante lorsqu'elles parviennent à surmonter de telles différences et lorsque nous voisins – en dépit de tout – regardons remplis d'espoir en direction des deux pays.

Du point de vue polonais Berlin et Paris apparaissent comme un élément constitutif à chaque solution européenne et à chaque motivation européenne. C'est pourquoi nous vous souhaitons – et c'est dans notre propre intérêt – nos meilleurs vœux pour le 50ème anniversaire du Traité de l'Elysée. Quand nous oublions pourquoi l'Europe fait sens et pourquoi il faut parfois lui offrir des victimes, nous lisons le discours de commémoration de François Mitterrand et d'Helmut Kohl. Cette lecture obligatoire pour tout un chacun qui souhaite comprendre quelque chose à l'Europe est



lue très volontiers dans notre pays. Elle nous a inspiré, influencé et nous a enseigné le rêve pendant la période communiste.

Cependant : Ceux-là mêmes qui ont toujours résolu les problèmes, pourraient-ils devenir aujourd'hui un problème en soi ou même un frein à l'unité européenne ? Au regard d'une situation difficile, notre occupation favorite est de toute façon de porter un regard interrogateur sur les grandes puissances et d'attendre qu'elles nous donnent « la direction ». Ce qui est également intéressant, c'est d'une part d'étudier le rôle du tandem dans le contexte du développement global du continent, et d'autre part, de nous poser la question de notre propre contribution : Avons-nous vraiment tout fait pour donner un coup de main au tandem dans l'accomplissement de ses devoirs ?

SENTIMENT DE DÉPENDANCE La crise a sans doute contribué à raviver les égoïsmes et à affaiblir la confiance en l'Etat. La proximité née de la crise a peu à voir avec l'esprit de communauté, mais bien plus avec un sentiment morose de dépendance. Le fait que tout le monde soit dans le même bateau et dépende des uns des autres a conduit à des récriminations réciproques. Ainsi diverses lignes de partage – c'est-à-dire entre les donateurs et les bénéficiaires, entre le Nord et le Sud – sont de plus en plus visibles ; parfois la tentation devient plus forte de chercher inexorablement des solutions auprès d'un cercle plus restreint d'Etats. On appelle à plus d'Europe dans de nombreuses capitales, or ce « plus » est compris de manière très disparate. Pour les uns, cela signifie plus d'économies et de discipline, pour les autres simplement plus d'argent devant être rapidement distribué. La compréhension diverse de la crise nous partage en plusieurs camps.

Si les débats influencés par les intérêts nationaux – en soi compréhensibles – ne s'appuient pas sur un vif sentiment européen d'appartenance commune, cela pourrait mener à une sorte d'itinérance intellectuelle en Europe. Se référer à la success story franco-allemande, pleinement européenne nous a permis pendant des années d'empêcher cet état de fait.

Dans une Europe élargie, le récit européen qui nous rassemble doit lui aussi être élargi. Du point de vue de l'Europe centrale, les bouleversements de 1989 et les entrées dans l'UE qui ont suivi signifiaient un retour commun vers la liberté, et s'agissant de « liberté », d'absorber les règles d'une sévère réforme économique et d'une culture de stabilité. La révolution pacifique de 1989 nous rappelle que l'UE a un sens profond plus aisément saisissable dans le contexte de l'histoire récente de la division de l'Europe. Réinventer les vieux rêves vaut donc la peine. Ils symbolisent une contribution possible, à laquelle des pays tels que la Pologne peuvent aujourd'hui apporter leurs concours.

Désormais se pose la question de savoir dans quelle mesure la Pologne sera considérée par Berlin et Paris comme véritable partie prenante de la nouvelle réalité européenne. Si là-bas, on y va de sa propre histoire, quel rôle jouera Varsovie dans les processus actuels de réformes ? Dans le cadre du « triangle de Weimar », certaines activités, par exemple dans le domaine de la politique européenne de sécurité, semblent positives. La Pologne doit par ailleurs satisfaire à son image de partenaire constructif de l'UE et s'impliquer dans le débat sur l'avenir de l'Europe. Pendant la présidence polonaise de l'UE, Varsovie s'est efforcée de soutenir les efforts de stabilisation de la zone euro, car l'amélioration du fonctionnement de cette dernière est, du point de vue polonais, essentiel : la Pologne souhaite en effet faire partie un jour de ce système. Ce ne sont certainement pas là de mauvaises conditions à une coopération active avec ses partenaires à Berlin et Paris.

La Pologne, futur membre de la zone euro, souhaite logiquement être incluse dès à présent dans les processus de réforme et – dans la mesure du possible – dans les mécanismes monétaires. Il est de notre expérience commune que tout « travail de réparation » ne peut se faire au détriment de la cohésion européenne. Si nous favorisons en effet d'autres divisions, plus profondes, celles-ci pourraient sanctionner les marchés financiers, et ce faisant initier des tendances centrifuges. Ce qui ne serait certainement pas une bonne nouvelle pour l'avenir de l'Europe à 27 (bientôt 28).

TRADUIT DE L'ALLEMAND

CE TEXTE N'EXPRIME QUE L'OPINION PERSONNELLE DE L'AUTEUR.

MAREK PRAWDA

www.theeuropean.de/marek-prawda

EN 1980, IL ÉTAIT MEMBRE DU SYNDICAT POLONAS « SOLIDARNOSC ». EN 2001, IL DEVIENT AMBASSADEUR POLONAIS EN SUÈDE AVANT D'ÊTRE NOMMÉ EN 2006, À LA REPRÉSENTATION DE VARSOVIE EN ALLEMAGNE. DEPUIS LE 1ER SEPTEMBRE 2012, PRAWDA REPRÉSENTE SON PAYS EN TANT QU'AMBASSADEUR À L'UNION EUROPÉENNE.



Mentions légales



Julia Korbik est rédactrice à The European. Elle a conçu et réalisé cette édition PDF.

REDACTION

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET RÉDACTEUR EN CHEF (ÉDITEUR RESPONSABLE) Dr. Dr. Alexander Görlach
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT Florian Guckelsberger
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT Martin Eiermann
DIRECTEUR ARTISTIQUE Frédéric Eyl
DÉVELOPPEMENT DE PRODUIT Benjamin Mateev
RÉDACTEUR & DIRECTEUR PHOTOS Lars Mensel
RÉDACTEUR Thore Barfuss
RÉDACTRICE Julia Korbik
RÉDACTEUR Roderick Panchaud
RÉDACTEUR Sebastian Pfeffer
RÉDACTRICE Alexandra Schade
RÉDACTEUR Bernhard Schinwald
RESPONSABLE DES TEXTES DE L'ÉDITION
EN VERSION FRANÇAISE Prune Antoine
RELECTURE FINALE Maud Roßdeutscher
TRADUCTRICES Magali Baudalet, Marine Binet, Caroline Brunel, Camille Picard

CHEF DU BUREAU DU RÉDACTEUR EN CHEF Clemens Lukitsch

CONCEPTION ARTISTIQUE

CONCEPTION GRAPHIQUE TheGreenEyl
PORTRAITS ET ILLUSTRATIONS Jindrich Novotny

SERVICE

Courrier des lecteurs leserbriefe@theeuropean.de / Rédaction
The European, Oranienburger Str. 84, 10178 Berlin, Allemagne

www.theeuropean.de
www.theeuropean-magazine.com
www.facebook.com/theeuropean
www.twitter.com/theeuropean

MAISON D'ÉDITION

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL
Christoph Blumberg et Dr. Dr. Alexander Görlach

THE EUROPEAN MAGAZINE Publishing GmbH
Oranienburger Straße 84, 10178 Berlin, Allemagne
Tribunal d'instance Charlottenburg HRB 120504 B
Tel +49 (0) 30 6098110-10, Fax +49 (0) 30 6098110-11
info@theeuropean.de

Cette édition PDF a été publiée avec le soutien du Ministère des Affaires étrangères allemand. Pour plus d'informations veuillez consulter notre site: www.theeuropean.de/kooperation-aa

Notre partenaire de coopération, c'est le magazine en ligne français Mediapart. Tous les textes de cette édition PDF se trouvent en français sur le site du magazine: www.mediapart.fr



MEDIAPART

PHOTOS P. 1 (TITRE): ZEITWEISE / PHOTOCASE.COM; PP. 2, 20, 23, 25: LARS MENSEL; PP. 6, 10, 16: DIOXIN / PHOTOCASE.COM; PP. 12, 34: ANWEBER / PHOTOCASE.COM; P. 26: DE GAULLE AVEC ERHARD: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00094578, PHOTO: MÜLLER, SIMON | 3 JUILLET 1964; POMPIDOU AVEC BRANDT: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00107198, PHOTO: WEGMANN, LUDWIG | 3 JUILLET 1970; P. 27: SCHMIDT AVEC GISCARD D'ESTAING: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00106518, PHOTO: REINEKE, ENGELBERT | 29 NOVEMBRE 1976; P. 28: MITTERRAND AVEC KOHL : BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00012935, SCHULZE-VORBERG, RICHARD | 22 SEPTEMBRE 1984; P. 29: SCHRÖDER AVEC CHIRAC: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00000434, PHOTO: BIENERT, ANDREA | 26 JUIN 2000; P. 30: MERKEL AVEC CHIRAC: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00089828, PHOTO O. ANG. | 23 NOVEMBRE 2005; SARKOZY AVEC MERKEL: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00177165, PHOTO: BERGMANN, GUIDO | 9 JUIN 2008; P. 31: MERKEL AVEC HOLLANDE: BUNDESREGIERUNG. B 145 BILD-00262102, PHOTO: DENZEL, JESCO | 15 MAI 2012; P. 36: ZEITWEISE / PHOTOCASE.COM; P. 43: ULRICH WICKERT / PHOTO DE PRESSE; P. 48: DOT.TI / PHOTOCASE.COM. P. 52: STOEVEER / PHOTOCASE.COM.

Glossaire

Les 10 expressions de l'édition PDF qu'il faut retenir.

Champs-Élysées, les (p. 12)
L'Allée des Cosmonautes à Paris

Relations franco-allemandes, les (p. 5)
Mariage de raison, plutôt que liaison torride

Mondialisation, la (p. 47)
(Très très très) mal vue en France

Crise, la (p. 22)
A ne pas rater si elle est bonne.

Modèle allemand, le (p. 41)
Très en vogue en France pendant la campagne présidentielle, désormais retombé dans l'oubli. Voir aussi *BMW, la* ou *Sarkozy, le*.

Oui, le (p. 8)
« *Ja* » en français. Sur les questions européennes, souvent exprimé d'une manière hâtive, voir par un « *mmmmmmmm* » inaudible. Par contre, « *Non* », *le* signifie toujours Non. Avec une majuscule.

Tandem, le (p. 33)
En panne. Délaisse au profit du VTT.

Thatcher, Margaret, la (p. 11)
Réincarnée aujourd'hui avec la coiffure de Jeanne d'Arc. Voir aussi *Merkel, la*.

Tokio Hotel, les (p. 45)
Les meilleures ambassadeurs de la langue et de la culture allemande à l'étranger depuis Goethe. Voir aussi « *A la recherche de la nouvelle star* ».

Tradition, la (p. 10)
Le contraire de la réalité.

